



LE DEVOIR

VOL. C N° 219

LE LUNDI 28 SEPTEMBRE 2009

1,10\$ + TAXES = 1,25\$

Pierre Falardeau (1946-2009)

Mort d'un libre-penseur fort en gueule

CAROLINE MONTPETIT

Geulard impénitent, militant obstiné pour l'indépendance du Québec, cinéaste et écrivain sensible, Pierre Falardeau faisait encore couler beaucoup d'encre hier, 36 heures après avoir rendu l'âme, vaincu par un cancer du poumon, à 62 ans, au Centre hospitalier de l'Université de Montréal.

« Il avait le courage de ses opinions et de ses émotions. Alors, d'accord, pas d'accord, cela sonnait vrai », dit Luc Picard

Ceux qui ont connu l'homme privé insistaient beaucoup pour parler de sa gentillesse méconnue, de son écoute, voire de sa timidité. D'autres soulignaient les excès de l'homme public, qui comparait l'action politique des Québécois à la lutte sportive. Il avait par exemple conclu un texte en écrivant « Salut pourriture! » à la mort de Claude Ryan, et il avait voulu réserver un avion portant une bannière où était inscrit « Mange de la merde », lors de la mort de Pierre Elliott Trudeau, faisant référence à des propos que le premier ministre canadien avait tenus plus tôt à des grévistes. Les militants pour l'indépendance

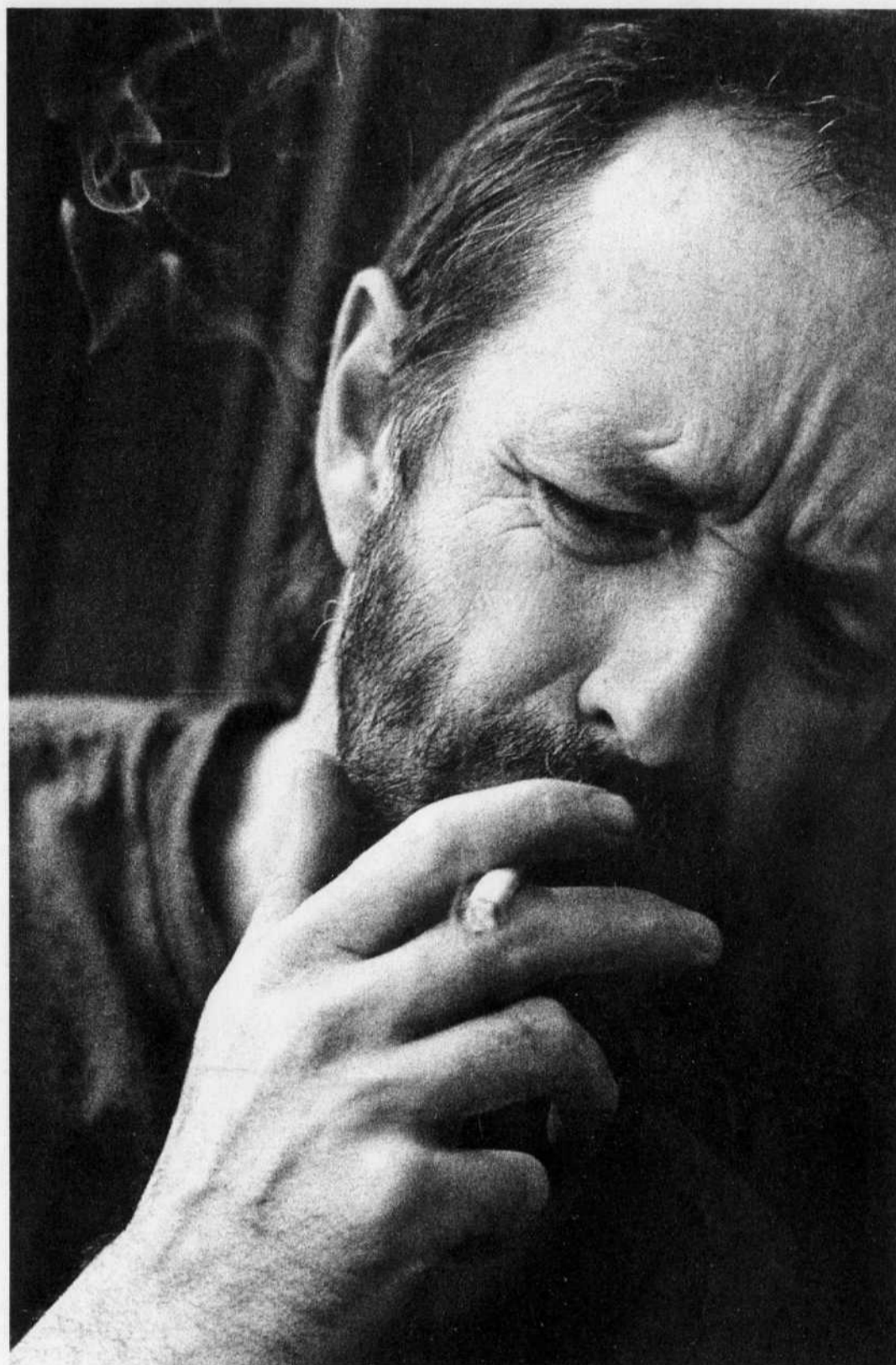
du Québec mesuraient encore l'étendue de la perte pour leurs troupes. Plusieurs de ses adversaires politiques déplorait le départ de l'artiste. Tous saluaient l'indispensable liberté de cet homme érudit plein de paradoxes, aimant Bach, Nietzsche et Goya.

Liberté, valeur par-dessus tout chérie par cet homme qui avait signé les livres *La liberté n'est pas une marque de yogourt*, *Québec libre* et, plus récemment encore, *Rien n'est plus précieux que la liberté et l'indépendance*.

Dans une lettre qu'il avait écrite à son fils Jérémie,

VOIR PAGE A 8: FALARDEAU

■ Des écrivains témoignent, page A 7



JEAN-FRANÇOIS LEBLANC AGENCE STOCK PHOTO

Tarifs: Charest modère ses troupes

ROBERT DUTRISAC

Drummondville — Réunis en conseil général en fin de semaine, les militants libéraux ont laissé libre cours à leur engouement pour l'imposition de tarifs — péage sur les autoroutes, hausse substantielle des tarifs d'électricité, nouveaux droits de scolarité pour le cégep —, mais le premier ministre Jean Charest ne partage pas leur fixation.

« On ne peut pas aborder la question des finances publiques en parlant juste des tarifs. Ce n'est pas vrai », a déclaré Jean Charest dans une conférence de presse tenue au terme du conseil général du Parti libéral du Québec. « Il y a l'autre colonne, il y a les dépenses du gouvernement. »

Dans son discours de clôture, Jean Charest a mis l'accent sur l'importance pour l'État de contrôler ses dépenses et sur le rôle du développement économique pour sortir le Québec de sa situation déficitaire. « Nous devons tous mettre l'épaule à la roue. Le gouvernement devra, quant à lui, se serrer la ceinture. Nous allons resserrer nos dépenses. Nous allons le faire en protégeant les services publics », a-t-il livré devant quelque 500 militants.

« Ça veut dire que lorsque nous cherchons des moyens de résorber ce déficit, il faut éviter les approches idéologiques », a-t-il souligné.

VOIR PAGE A 8: TARIFS

■ Le milieu collégial s'insurge, page A 5



OLIVIER LANG AFB

SUISSE

Roman Polanski est arrêté et menacé d'extradition vers les États-Unis

■ À lire en page B 1



Des étoiles en formation dans le Grand Nuage de Magellan, une image captée par le télescope spatial Hubble.

AGENCE FRANCE-PRESSE/NASA

L'ENTREVUE

Le nébuleux destin de l'univers

« On en sait moins que ce qu'on croyait savoir », constate l'astrophysicien français Jean-Pierre Luminet

PAULINE GRAVEL

Notre univers est vraisemblablement fini, mais sans frontières et chiffonné, croit l'astrophysicien français Jean-Pierre Luminet qui est de passage au Québec. Et à la lumière des dernières découvertes, son destin nous apparaît moins clair que jamais.

Directeur de recherches au Centre national de recherche scientifique (CNRS) à l'Observatoire de Paris-Meudon, Jean-Pierre Luminet a élaboré un modèle de la forme de l'univers qui a soulevé un tollé lors de sa publication en manchette de la revue *Nature* en 2003. Mais ce modèle pourrait

bien être confirmé par les observations astronomiques qu'effectuera le télescope Planck lancé par l'Agence spatiale européenne (ESA) en avril dernier. En parallèle à sa recherche en astrophysique théorique, il a écrit et publié une quinzaine de livres de vulgarisation scientifique, dont le dernier né s'intitule *Les Bonnes Nouvelles des étoiles*.

En 1998, des observations astronomiques ont montré que l'expansion de l'univers s'accélère, vraisemblablement sous l'influence de cette fameuse énergie noire qui compose 73 % de l'univers, souligne l'astrophysicien avant de rappeler que l'univers ne comprend que 3 % de matière

VOIR PAGE A 8: UNIVERS



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

L'astrophysicien français Jean-Pierre Luminet

INDEX

40	40
7 78313 02380 9	7 78313 02380 9
Annances..... B 4	Idées A 7
Avis publics.. B 6	Météo B 5
Convergence. B 7	Monde B 1
Culture B 8	Mots croisés. B 5
Décès B 4	Religions B 6
Économie B 3	Sudoku B 6
Éditorial A 6	Télévision B 7

Toutes les musiques, un seul espace.

ESPACE MUSIQUE 100,7 FM

Radio-Canada.ca/musique

ACTUALITÉS

Reprise des travaux aux Communes

Harper fera rapport aujourd'hui sur l'état de l'économie à l'abri des questions de l'opposition

JOHN WARD ET
FANNIE OLIVIER

Ottawa — Alors que les députés fédéraux seront de re-

tour aux Communes, aujourd'hui, le premier ministre Stephen Harper présentera un rapport sur le plan de relance économique de son gouvernement,

à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, loin de l'opposition.

Ce compte rendu est attendu par les libéraux, qui se disent prêts à renverser le gouverne-

ment à la première occasion, peut-être dès cette semaine.

Le porte-parole du Parti libéral en matière de finances, John McCallum, a indiqué que la te-

neur de la déclaration du premier ministre importait peu. «Nous, libéraux, avons pris notre décision. Nous votons contre ce gouvernement», a-t-il déclaré.

Lors d'une entrevue à l'émission de télévision *Question Period*, sur les ondes du réseau CTV, hier, le ministre fédéral des Transports, John Baird, a affirmé que M. Harper donnerait un compte rendu positif de l'état de l'économie.

«Il sera en mesure de dire aux Canadiens où nous en sommes avec l'économie, où nous en sommes avec les dépenses d'infrastructures», a-t-il dit. Il sera en mesure de dire aux gens ce que nous faisons pour que notre système bancaire demeure solide, et de parler du réel succès que nous avons obtenu en travaillant avec les provinces et les municipalités partout au pays au chapitre des infrastructures», a ajouté le ministre.

Le gouvernement minoritaire a réussi à faire approuver son plan de relance économique à la Chambre des communes, le printemps dernier, en promettant de donner une série de bulletins de rendement des mesures adoptées.

M. Baird n'a pas voulu donner de détails quant au contenu du compte rendu d'hier. Par ailleurs, le ministre Baird a expliqué que M. Harper avait choisi de présenter son rapport à Saint-Jean plutôt qu'aux Communes parce qu'il souhaitait s'adresser aux Canadiens ordinaires. «Il ne veut pas vivre dans une bulle à Ottawa. Il veut sortir de la capitale, parler aux vraies gens à travers le pays», a indiqué M. Baird.

La menace d'élections est moins persistante

Après une semaine de trêve, la colline parlementaire fourmillera

à nouveau de députés fédéraux aujourd'hui, mais l'atmosphère aux Communes risque d'être moins fébrile que lors de la rentrée parlementaire puisque la menace d'élections cet automne se fait bien moins persistante.

Car si les libéraux semblent plus déterminés que jamais à faire tomber le gouvernement de Stephen Harper, les néodémocrates en revanche cherchent le moins possible la bagarre.

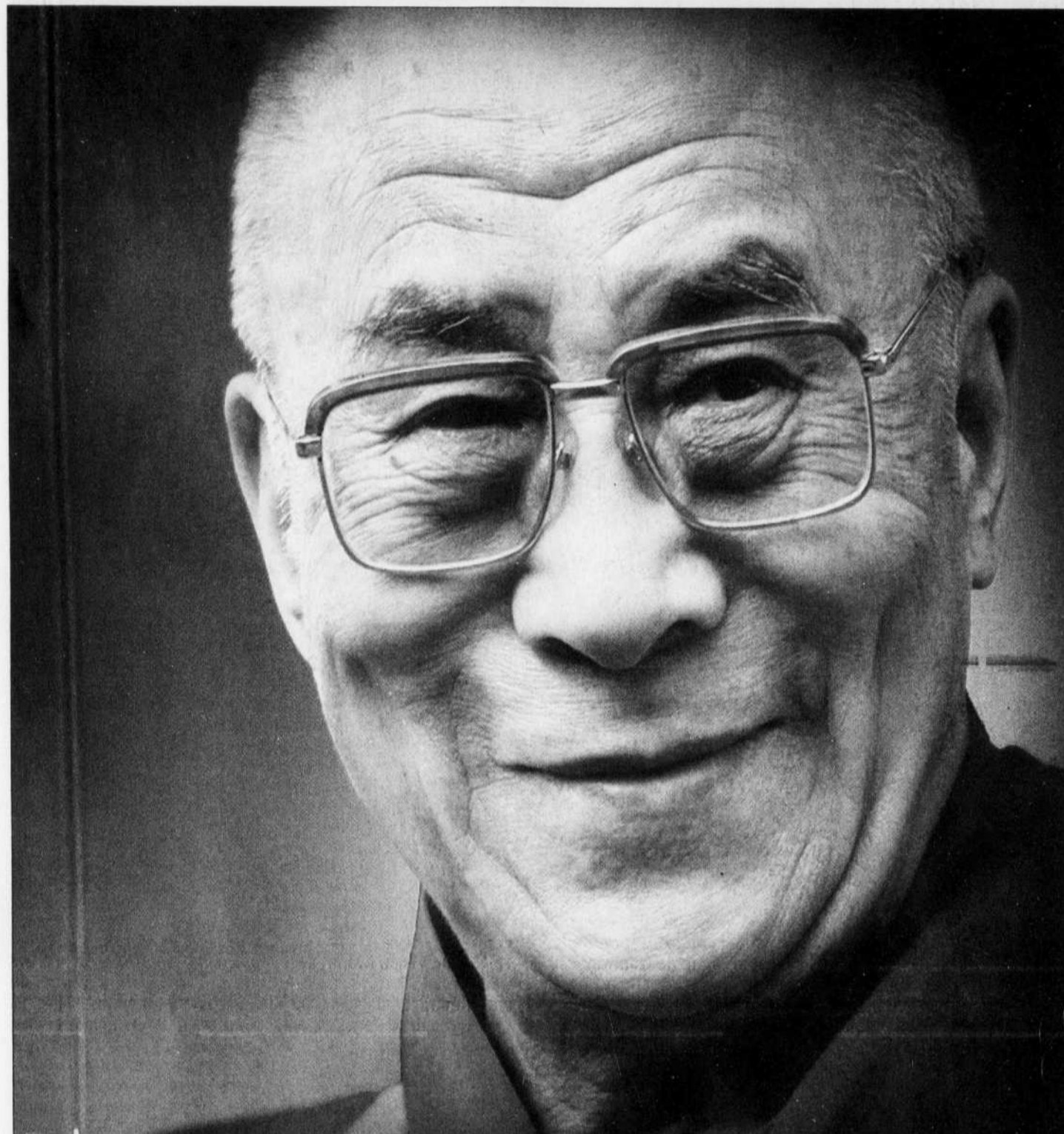
Le chef néodémocrate, Jack Layton, persiste en effet à dire qu'il cherche avant tout à faire fonctionner le Parlement, et ce, pour permettre à une législation sur l'assurance-emploi d'aller de l'avant.

La ministre des Ressources humaines, Diane Finley, a promis une aide atteignant près d'un milliard de dollars pour les chômeurs de longue durée, ce qui selon elle pourrait aider pas moins de 190 000 personnes. M. Layton prétend que c'est grâce aux pressions exercées par son parti que les conservateurs ont finalement accepté de revoir le régime d'assurance-emploi.

«Je suis content qu'on ait maintenant une conversation concernant comment on peut faire fonctionner le Parlement», a souligné M. Layton en entrevue à La Presse canadienne. «C'est clair qu'on a besoin de plus que ça, et on va continuer de militer pour d'autres changements dans le système d'assurance-emploi», a-t-il admis.

Le Bloc québécois de Gilles Duceppe a déjà fait savoir qu'il allait voter en faveur de la motion de censure libérale, laissant sur les épaules de Jack Layton le poids d'une décision qui pourrait avoir de lourdes conséquences.

La Presse canadienne

le
dalai-lama

EN EXCLUSIVITÉ

célina
galipeau

Le plus célèbre des Tibétains est en visite au Canada et accorde une entrevue exclusive à Céline Galipeau.

ALBERTA

Ottawa songe à donner le feu vert à la culture du pavot!

STEVE RENNIE

Ottawa — Un document du gouvernement fédéral nouvellement rendu public permet d'apprendre que du pavot pourrait être planté dans les plaines de l'Alberta.

Ottawa songe à donner le feu vert à la production commerciale du pavot, et les Prairies, desséchées, sont idéales pour faire pousser cette plante, selon une note d'information adressée au ministre fédéral de l'Agriculture, Gerry Ritz. «Des parties du Canada, en particulier le sud de l'Alberta, conviennent parfaitement à la production du pavot», est-il écrit dans ce document.

Le gouvernement a en tête une variété du pavot somnifère comportant de la thébaïne. Alcaloïde similaire à la morphine et la codéine, la thébaïne est utili-

sée pour produire des analgésiques tels que la buprénorphine, l'oxycodone, la naloxone et le naltrexone.

La culture du pavot pourrait être rentable pour les agriculteurs de l'ouest du pays, durement touchés par le temps sec cette année.

Le gouvernement estime que les agriculteurs pourraient gagner de 3000 \$ à 6000 \$ par hectare de pavot, comparativement aux 800 \$ que leur rapporte chaque hectare de blé.

Daté du 10 février, le document, obtenu par La Presse canadienne en vertu des dispositions de la Loi sur l'accès à l'information, ne contient aucune recommandation et comporte la mention «uniquement pour information».

La Presse canadienne

forgez
votre
opinion

electionsmontreal2009.com

Débats entre les candidats aux postes de maire d'arrondissement.

Dès midi, venez forger votre opinion sur les ondes de CIBL 101,5 Radio-Montréal!

Lundi 28 septembre : Rosemont/La Petite-Patrie

Mercredi 30 septembre : Montréal-Nord

Mercredi 7 octobre : Outremont

Mercredi 14 octobre : Plateau Mont-Royal

Mercredi 21 octobre : Villieray/St-Michel/Parc-Extension

Consultez

electionsmontreal2009.com

L'ITINÉRAIRE

Arrondissement.com

LE DEVOIR

101.5 Radio-Montréal

CIBL 101.5.com



TÉLÉVISION

CE SOIR 22H

LE TÉLÉJOURNAL

21H SUR RDI

AUSI SUR LE WEB

ACTUALITÉS

91,3 fm
tout en culture!

L'invité

Même si Stephen Harper ne le souhaitait pas il y a un peu, le club des huit pays les plus industrialisés — le G8 — cédera le pas à un groupe incluant les nouvelles puissances économiques émergentes, le G20. Le sort veut même que ce soit le Canada qui préside à la cérémonie de changement de la garde en juin 2010. Le Canada accueillera alors non seulement le sommet du G8, mais aussi celui du G20.

Voilà qui est ironique, car, il y a un peu plus d'un an, au Sommet du G8 au Japon, le premier ministre Harper refusait d'élargir le G8 pour inclure de nouvelles puissances économiques émergentes. Il avait fermement dit non à l'époque au président français Nicolas Sarkozy qui proposait, avec l'appui du premier ministre britannique, Gordon Brown, un G13 incluant la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique et l'Afrique du Sud.

M. Harper s'était expliqué en disant que le G8 répondait à deux objectifs. Le premier était la concertation entre les grandes économies du monde, ce qui pourrait effectivement jouer en faveur de son expansion. Par contre, avait-il ajouté, «le G8 a aussi un autre but, celui de réunir les pays avancés partageant des valeurs communes [...], les grands pays de démocratie et de liberté». Il n'avait rien dit sur la présence de la Russie au sein du G8, ni relevé que quatre des cinq pays tenus à l'écart étaient des démocraties, dont la plus populaire au monde, l'Inde.

Depuis, la crise économique a forcé le jeu. Incapables d'y faire face seuls, les pays les plus industrialisés ont dû accepter de partager leur pouvoir avec leurs nouveaux partenaires économiques. Aussi, quand le président américain George W. Bush a convoqué la première rencontre du G20, l'automne dernier, le Canada ne pouvait refuser l'invitation. Et dire que, quelques années auparavant, c'était le Canada, sous la direction de Paul Martin, qui militait en faveur de la création d'un G20... dont les États-Unis ne voulaient pas entendre parler.

L'émergence du G20 et la place prépondérante qu'il occupera par rapport au G8 étaient pratiquement inévitables, et pas seulement pour des raisons économiques. Comment, en effet, demander à ces pays émergents d'en faire davantage dans la lutte contre les changements climatiques et autres enjeux sociaux si l'on persiste à les traiter en simples invités à la table économique?

L'ancien premier ministre Paul Martin l'avait compris après son expérience au sein du G20 des ministres des Finances. A la fin des années 1990, la crise financière en Asie menaçait sérieusement les économies des pays industrialisés, mais lorsque les argentiers du G8 ont suggéré des solutions aux pays asiatiques, ces derniers n'en ont pas

tenu compte. Pourquoi? Parce qu'on ne les avait pas associés à la prise de décision. La leçon a porté, et ce projet G20 a vu le jour, mais M. Martin est resté persuadé que les leaders devraient en faire autant un jour.

M. Martin tenait aussi à ce que le Canada prenne l'initiative du projet. Pourquoi? Pour s'y assurer une place. Dans le nouvel environnement mondial actuel, la taille de l'économie canadienne est en effet proportionnellement toujours plus modeste et il pourrait arriver, un jour, qu'il ne soit plus perçu comme un joueur y méritant un siège. M. Martin voulait prévenir les coups en prenant les devants. Malheureusement pour lui, Stephen Harper a toujours refusé de prendre le témoin une fois au pouvoir.

Ce ne sont donc pas les efforts de Stephen Harper, mais bien les hasards du calendrier, qui font que le Canada se prépare à recevoir la visite. Hôte du G8 en 2010, il recevra maintenant le G20. Et c'est sa bonne performance face à la crise économique qui fait en sorte que l'on sollicite encore son opinion. Pour que cela dure cependant, il faudra compter sur autre chose que le hasard et, à cet égard, la décision de M. Harper, cette semaine, de ne pas assister à la conférence des Nations unies sur les changements climatiques et de préférer une visite chez Tim Hortons à la première journée de l'Assemblée générale des Nations Unies n'est pas de nature à changer la réputation d'absent dont le Canada a hérité depuis l'arrivée des conservateurs au pouvoir. Cette décision s'explique d'autant moins que le Canada dit solliciter un siège au Conseil de sécurité des Nations unies en 2011-2012.

Un petit coup de pouce du premier ministre n'aurait pas nui, d'autant moins que la diplomatie canadienne est aujourd'hui diminuée et corsetée. Elle est dirigée, depuis près de quatre ans, par des néophytes. Mais voilà, le premier ministre porte un intérêt mitigé aux discussions multilatérales. Sa visite chez Tim Hortons répondait peut-être aux intérêts électoraux à court terme de son parti, mais Stephen Harper n'est pas que chef du Parti conservateur. Il est aussi premier ministre d'un pays dont les intérêts économiques et politiques exigent une diplomatie active qui ne tient rien pour acquis.

Le G8 ne disparaîtra pas nécessairement. Les pays industrialisés voudront peut-être encore se concentrer sur des sujets d'intérêt commun, mais la véritable influence économique, à l'avenir, s'exercera au G20. Pour le Canada, cela veut dire une voix diluée, celle d'une puissance économique de taille moyenne coincée entre l'Australie et l'Indonésie. Dans ces circonstances, il faudra, pour avoir de l'influence, y travailler. Pas seulement attendre ou lancer les invitations.

mcornellier@ledevoir.com

Industrie aéronautique: la Rive-Sud se mobilise

LISE MILLETTE

Longueuil — La Rive-Sud souhaite devenir le nouveau pôle aéronautique du Québec. Des leaders politiques et économiques ont choisi de se concerter en ce sens, pour éviter de voir cette niche florissante battre de l'aile.

Le député de Vachon, Camil Bouchard, croit que le départ d'une partie de la production de Pratt & Whitney vers Mirabel a bel et bien miné le développement de ce secteur sur la Rive-Sud. «Si on ne travaille pas tous ensemble pour garder ce pôle, il va nous échapper. C'est bien qu'une autre région puisse se développer, mais ayant une expertise et étant reconnu, ce serait dommage que personne ne réagisse dès les premiers signes d'effritement», soutient M. Bouchard.

Un appel à la solidarité régionale a été lancé aux dirigeants

et acteurs de la Rive-Sud pour dynamiser le développement aérotechnique et aéronautique et attirer des capitaux dans la zone aéroportuaire de l'arrondissement de Saint-Hubert.

Cette volonté manifeste survient deux semaines après l'inauguration officielle des installations de Pratt & Whitney à Mirabel, où sera fabriquée la nouvelle gamme d'avions de la CSeries.

Le président de Développement aéroportuaire Saint-Hubert de Longueuil (DASH-L), Jean-Jacques Rainville, partage ce désir d'une plus grande concertation régionale.

De son côté, la députée bloquiste de Saint-Bruno-Saint-Hubert, Carole Lavallée, juge que la personnalité aérospatiale et aéronautique de la Rive-Sud ne peut être niée.

La Presse canadienne

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Tremblay se fait l'apôtre du péage pour financer les transports en commun

L'opposition officielle qualifie les propositions d'Union Montréal de «réchauffé»

Gérald Tremblay a fait connaître les quatre grands thèmes autour desquels s'articulera la plateforme électorale d'Union Montréal: la qualité de vie, le développement économique, le savoir et la culture, les transports en commun ainsi que l'environnement. Flanqué de ses 102 candidats, le maire de Montréal a donné hier le coup d'envoi de la saison des promesses électorales en dévoilant les engagements de sa formation politique en matière de transports en commun. La chef de Vision Montréal, Louise Harel, emboîtera le pas en ce début de semaine.



ÉLECTIONS MUNICIPALES

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Gérald Tremblay a fait connaître, hier, les engagements électoraux d'Union Montréal, en matière de transports en commun. Des promesses qu'il voudrait notamment financer par des péages situés de part et d'autre de l'île de Montréal.

Le chef d'Union Montréal veut freiner de 15 % l'utilisation de l'automobile solo au cours des dix prochaines années et souhaite que l'achalandage des transports en commun augmente de 8 % d'ici à 2012.

Pour y arriver, Gérald Tremblay promet de prolonger la ligne bleue du métro jusqu'à Anjou et la ligne orange jusqu'à Saint-Laurent. Il entend aussi aller de l'avant avec le projet de navette ferroviaire express entre l'aéroport Montréal-Trudeau et le centre-ville de Montréal et celui du tram-train entre Lachine et le cœur de la métropole. «C'est fini les études, on doit décider et mettre en place cette navette ferroviaire le plus rapidement possible», a déclaré M. Tremblay.

Quelque 400 autobus «qui vont respecter de nouvelles normes environnementales» et plus de 200 autobus articulés s'ajouteront progressivement à la flotte de la Société de transport de Montréal d'ici à 2012, et la Ville — sous une administra-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le chef d'Union Montréal et maire de Montréal, Gérald Tremblay, a rappelé hier que 400 autobus «qui vont respecter de nouvelles normes environnementales» et plus de 200 autobus articulés s'ajouteront progressivement à la flotte de la Société de transport de Montréal d'ici à 2012.

tion Tremblay-Lemieux — hâtera la mise en service de nouvelles rames de métro, a promis Gérald Tremblay, hier.

Le chef d'Union Montréal a également rappelé que, dès janvier, les usagers des arrondissements Montréal-Nord, Saint-Léonard et Mercier-Hochelaga-Maisonneuve de la STM profiteront d'un service «rapide» d'autobus sur le boulevard Pie-IX. La concrétisation de la première ligne de tramway est quant à elle attendue au plus tard en 2013.

Par ailleurs, le parti du maire a pris soin de justifier l'augmentation de la CAM puis de la carte OPUS au fil des dernières années. «Dans l'augmentation des tarifs que nous faisons, nous la faisons à l'intérieur d'une fourchette qui ne déstabilise pas l'achalandage. On a une croissance d'achalandage et on a une croissance des recettes provenant de la billetterie», a déclaré le président de la STM et candidat à la mairie de l'arrondissement Plateau-Montréal, Michel Labrecque.

Réaction de l'opposition

S'il est réélu, Gérald Tremblay promet d'injecter 40 millions de dollars afin de faire passer de 560 à 800 kilomètres le réseau de pistes cyclables à Montréal, à raison de 60 km par année, et ce, en plus d'étendre le système de vélos en libre-service Bixi à d'autres arrondissements.

Aussi, l'équivalent de 240 kilomètres d'artères principales de la ville se verront soumis à une réglementation favorisant le covoiturage, d'ici à la fin d'un

éventuel troisième mandat.

«C'est du réchauffé», a lancé le chef de l'opposition officielle de la ville de Montréal, Benoit Labonté, hier, rappelant que ces projets étaient déjà connus. «Ce qui a manqué: c'est du leadership et un sens des priorités. Comment M. Tremblay peut-il réussir à faire ce qu'ils n'ont jamais réussi à entreprendre durant ses deux premiers mandats?», a-t-il déclaré.

La chef de Vision Montréal et candidate à la mairie, Louise Harel, dévoilera ses engagements en matière de transport cette semaine.

Tremblay se fait l'apôtre du péage

Gérald Tremblay s'est aussi dit favorable, hier, à l'installation de postes de péage pour financer, entre autres choses, son plan de transport. Situés en périphérie de la ville de Montréal, les postes de péage collecteraient entre 350 et 400 millions de dollars annuellement, selon le maire de la ville de Montréal. La somme amassée servirait à financer les différents programmes de transport en commun des 82 municipali-

tés de la région métropolitaine de Montréal.

«Les statistiques sont impressionnantes au niveau des gens qui sont d'accord [avec un péage régional]», a fait remarquer le maire de Montréal et candidat à sa propre succession. «Ce que nos partenaires réalisent de plus en plus, c'est que si on veut financer le plan de transport, pas juste celui de Montréal, mais de la communauté métropolitaine de Montréal, ça va prendre de nouvelles sources de revenus», a-t-il ajouté. Mais la forme que prendront ces «péages régionaux» ainsi que leur emplacement sont toujours vagues. «Nous sommes en train de faire ces études», a indiqué Gérald Tremblay.

Le chef de l'opposition officielle de la ville de Montréal estime cette profession de foi du maire Gérald Tremblay en faveur du péage pour le moins inusitée. «De ramener ça aujourd'hui, c'est un peu ironique alors que, pendant deux ans, il n'a strictement rien fait pour amorcer le processus», a déclaré Benoit Labonté.

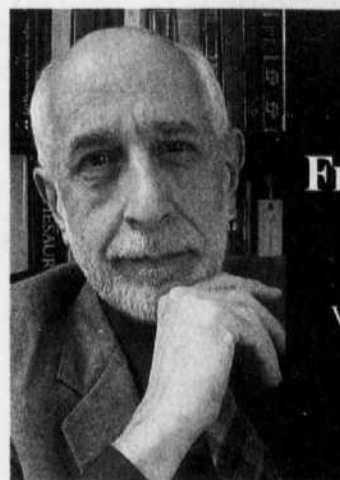
Le Devoir

EN BREF

Egoyan remplacée

L'ancien président de l'Ordre des ingénieurs du Québec Zaki Ghavitian remplace au pied levé Nourshig Eloyan et briguera le poste de maire de l'arrondissement d'Achilles-Cartierville. «Avec la candidature de M. Ghavitian et sa présence dans l'équipe de la prochaine administration à l'Hôtel de Ville, les bonnes questions seront posées, notamment en matière de contrôle des coûts. M. Ghavitian a

l'expertise et cette connaissance importante des grands projets pour s'assurer que toutes les règles d'éthique sont respectées», a déclaré, hier, la chef de Vision Montréal et candidate à la mairie, Louise Harel. Aspirant au poste de député fédéral de la circonscription d'Achilles, la conseillère sortante de Bordeaux-Cartierville, Nourshig Eloyan, avait causé la surprise en retirant sa candidature à la mairie d'Achilles-Cartierville. — Le Devoir

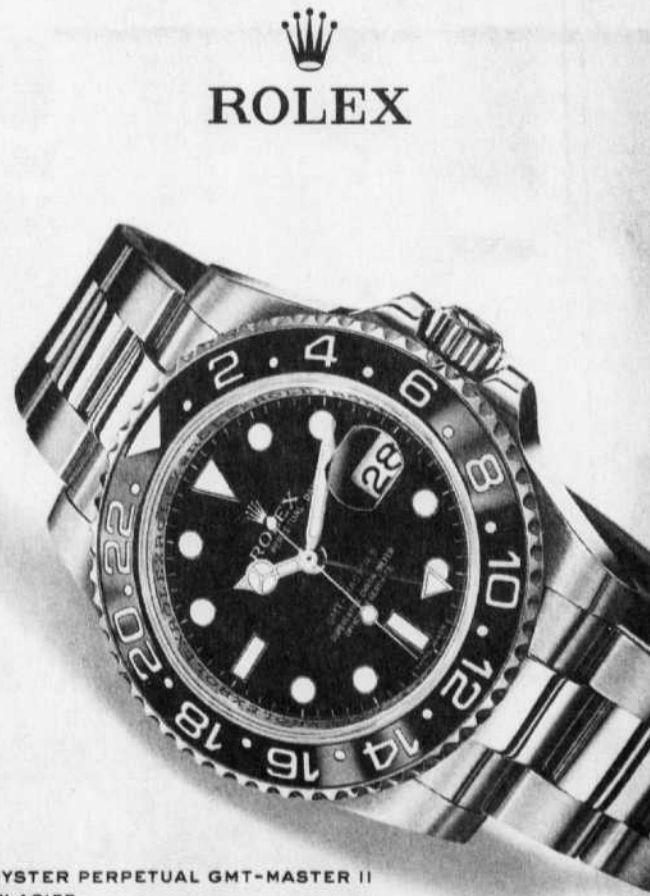


François Gendron

avocat

L.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545



OYSTER PERPETUAL GMT-MASTER II EN ACIER

Bijouterie
Gambard

Vente et service technique

630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

ACTUALITÉS

Gaz : des compagnies lorgnent le sous-sol québécois

Aucun encadrement réglementaire pour civiliser cette exploitation

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR

La compagnie albertaine Questerre Energy Corporation a annoncé vendredi qu'elle allait entreprendre le premier forage horizontal d'un puits de gaz de schistes au Québec en fracturant le sous-sol près d'un puits vertical existant dans le «massif Utica situé dans les basses terres du Saint-Laurent». Aucune précision n'était donnée sur la municipalité qui héritera du projet.

Les annonces comme celles-là vont se multiplier dans les prochaines années sur la Rive-Sud de Montréal, laquelle a fait l'objet de «claims» miniers pour cette forme d'exploration gazière sur presque la totalité de la région géologique comprise entre Montréal, Québec et Chaudière-Appalaches avec un pic d'intérêt autour de Trois-Rivières, une ré-

gion où on a déjà exploité des puits conventionnels.

Compte tenu de la présence qu'accorde aux explorateurs et aux exploitants la Loi québécoise des mines, de nombreux propriétaires ne pourront pas s'opposer à ce que des sociétés perforent leurs propriétés. Plusieurs municipalités commencent aussi à se demander comment ces projets vont être accueillis; aucune, ou presque, n'a prévu le moindre encadrement réglementaire pour civiliser cette exploitation, explique André Bélisle de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA).

Ce groupe environnemental, un des plus anciens du Québec, a évoqué les problèmes environnementaux suscités par cette nouvelle filière énergétique dans un mémoire que *Le Devoir* a découvert dans les documents de la Ré-

gion de l'énergie. L'AQLPA voulait tempérer l'enthousiasme de Gaz Métropolitain pour cette filière d'avenir pour son approvisionnement. L'AQLPA doit dévoiler aujourd'hui en conférence de presse l'étendue des projets d'exploration projetés au Québec.

Des risques

L'exploitation du gaz naturel conventionnel est assez simple: on localise dans le sous-sol une poche de gaz, que l'on perfore pour la vider progressivement. Les schistes gazifères sont par contre denses mais perméables et généralement répartis sur de longues distances: leurs gaz se retrouvent ainsi un peu partout, d'où l'idée de forer verticalement et de fracturer par la suite ces schistes pour y créer des failles qui font conduire le gaz vers les puits de récupération.

Plusieurs de ces schistes

contiennent de l'eau comme au Michigan, qu'il faut extraire et traiter parce qu'elle est souvent contaminée. D'autres techniques de fracturation sont utilisées pour forcer le gaz vers les puits de récupération, comme l'utilisation de nitroglycérine gélatinée pour provoquer des explosions souterraines, des gaz à haute pression dont l'injection exige beaucoup d'énergie, de l'azote ou du gaz carbonique, du gaz carbonique liquide ou de l'azote cryogénique.

Le «nettoyage» du gaz à la sortie du puits exige souvent le recours à une torche pour brûler le très toxique hydrogène sulfuré (H₂S), ce qui donne lieu à des émissions de SO₂ qui contribuent aux pluies acides, à des émissions de CO₂ et de particules.

Selon le mémoire soumis par l'AQLPA à la Régie de l'énergie,

l'eau contaminée des puits n'est pas toujours épurée pour des raisons de coûts de revient, ce qui implique des risques pour les nappes phréatiques.

L'Australie, mentionne le mémoire de l'AQLPA, a imposé un moratoire de 20 ans sur ce type d'exploitation en raison de la faible maîtrise des technologies. Aux États-Unis, plusieurs groupes de citoyens et d'écologistes réclament un même moratoire. Selon l'AQLPA, on doit faire la même chose au Québec, soit de décréter par loi spéciale un moratoire jusqu'à ce qu'une audience publique «générique» sur la pertinence de cette filière de gaz non conventionnel ait eu lieu et qu'elle ait permis, le cas échéant, d'en définir les règles d'insertion sociale et les exigences environnementales.

Le Devoir

Assemblée générale Le Fonds de solidarité défend son bilan

ANNIE MATHIEU

Grâce à une politique de gestion des actifs financiers «très sérieuse» et à un «portefeuille d'investissement robuste», le Fonds de solidarité FTQ a pu garder la tête hors de l'eau lors de la crise économique et enregistrer un rendement positif au cours du deuxième trimestre, a indiqué le président-directeur général du Fonds, Yvon Bolduc, lors de la 25^e assemblée générale des actionnaires, qui s'est tenue samedi après-midi à Montréal.

«Nous espérons que cette tendance à la hausse qui s'est enclenchée au deuxième trimestre se maintiendra, mais ce que l'on peut vous affirmer, c'est que nous travaillons très fort en ce sens», a affirmé M. Bolduc devant les actionnaires à qui il présentait le bilan d'une année qualifiée «de record» en matière d'investissements aux PME, chiffrés à 848 millions.

Selon Yvon Bolduc, 280 entreprises auraient bénéficié des investissements et du soutien du Fonds. Il a également souligné que 542 millions avaient été investis pour faire face à la crise économique et pour permettre aux entrepreneurs de se préparer pour l'avenir.

«Les choix d'investissements que nous avons faits au fil des dernières années ont été dans l'ensemble très bons, car, autrement, notre portefeuille n'aurait jamais pu résister à une telle tempête économique et financière», a soutenu M. Bolduc.

Yvon Bolduc estime qu'il y aura une reprise économique, mais que celle-ci sera plutôt faible. Malgré une hausse du dollar à prévoir, M. Bolduc s'est dit optimiste quant à la capacité des entreprises québécoises à réagir, soulignant qu'elles avaient réussi à diversifier leurs marchés et leurs produits et ajoutant que le Fonds leur suggérerait fortement de budgéter à parité avec le dollar américain.

Au cours de l'assemblée, M. Bolduc a également rappelé les résultats du deuxième trimestre présentés cet été, soulignant qu'au deuxième exercice financier terminé le 31 mai, le Fonds avait dégagé un rendement positif de 3,2 % et que la valeur de l'action avait connu une hausse de 58 cents par rapport à sa valeur au 5 janvier, passant à 21,78 \$.

Néanmoins, le Fonds a enregistré un rendement négatif de 12,6 % cette année. Mais selon son président, Michel Arsenault, le Fonds est parmi ceux «qui ont le moins perdu».

Devant une salle comble et sur fond de crise médiatique, MM. Arsenault et Bolduc ont également réitéré les gestes faits par le Fonds pour améliorer sa gouvernance et resserrer l'application de ses règles d'éthique. M. Arsenault a notamment souligné les salaires des dirigeants du Fonds, «qui sont bien plus raisonnables que ceux d'autres institutions financières», ajoutant qu'il n'y a pas de bonus ou de régimes d'options, comme c'est le cas ailleurs.

La Presse canadienne

La Presse canadienne

Effets pervers des photos de mode

Retoucher, mais dans la transparence

Des groupes préconisent des règles strictes concernant les photos modifiées de modèles

FABIEN DEGLISE

Retoucher, mais dans la transparence. Des groupes de lutte contre les troubles alimentaires souhaitent que Québec s'inspire fortement d'un nouveau projet de loi européen visant à relâcher la pression sociale sur la quête de maigreur des jeunes filles. Comment? En forçant les publicitaires à avertir clairement les consommateurs lorsque les photographies de mannequins ont été électroniquement retouchées pour encore mieux paraître.

Cette mesure, le gouvernement gagnerait d'ailleurs à l'inclure dans sa charte, en cours de construction, pour la promotion d'une image corporelle saine, estime l'Association québécoise d'aide aux personnes souffrant d'anorexie nerveuse et de boulimie (ANEB)... avant de l'inclure ici aussi dans une loi contraignante, ajoute le groupe d'action sur le poids EquiLibre.

«C'est une idée très intéressante sur laquelle on devrait collectivement réfléchir», a simplement déclaré au *Devoir* Josée Champagne, directrice de l'ANEB, qui dit attendre avec impatience la sortie de la charte sur l'extrême maigreur des mannequins. En mars dernier, la ministre de la Condition féminine, Christine St-Pierre, a mis en place un comité de travail afin de construire cet outil de prévention des troubles alimentaires et de sensibilisation sur les effets pervers de l'industrie de la mode.

La préoccupation est dans l'air du temps. La semaine dernière, une députée française a déposé en effet un projet de loi visant directement les «photographies publicitaires retouchées». Dans les grandes

lignes, le texte précise que les clichés «de personnes dont l'apparence corporelle a été modifiée par un logiciel de traitement de l'image doivent être accompagnés de la mention: "photographie retouchée afin de modifier l'apparence corporelle d'une personne".»

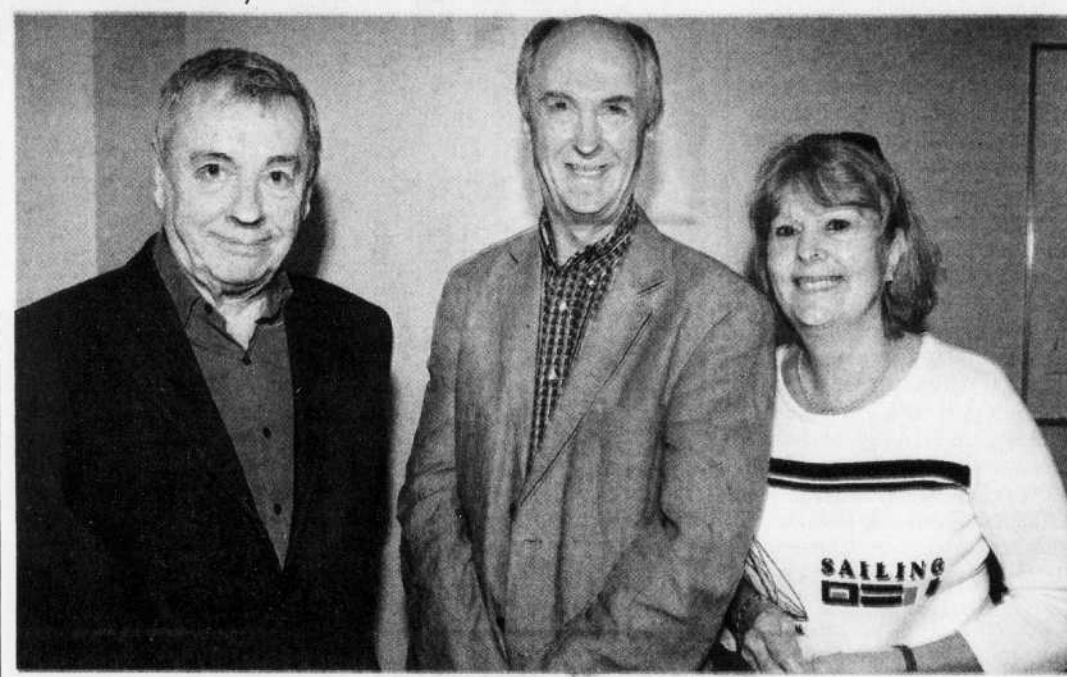
Si elle est législativement adoptée en l'état, cette mesure sera également accompagnée d'une mise à l'amende des annonceurs récalcitrants à la transparence. Montant prévu dans le projet de loi en cas d'infraction: 50 000 \$.

«Sans être totalement responsables des troubles alimentaires, les médias ont un rôle social important à jouer dans ce domaine», explique Fanny Dagenais, porte-parole d'EquiLibre. Actuellement, la pression est forte sur les jeunes filles pour se conformer à un modèle de beauté unique et irréaliste. Une telle mise en garde sur les photos retouchées, c'est donc une façon de leur faire comprendre qu'elles ne sont pas face à la réalité. Mais à terme, les gouvernements pourraient aussi envisager l'interdiction pure et simple de cette pratique publicitaire.»

Au cabinet de la ministre St-Pierre, on n'a pas souhaité statuer hier sur la valeur d'une telle mesure tout en précisant que la charte volontaire pour une plus grande diversité d'images corporelles — c'est son nom — était toujours à l'étape de l'élaboration. Une trentaine de personnes provenant du milieu de la mode, de la publicité, des médias et de la santé travaillent actuellement sur ce document. Aucune date n'a été fixée pour la fin des travaux, indique le ministère.

Le Devoir

CHOUETTE, LA RETRAITE!



ANNIK MH DE CARUFFEL

VOILÀ ce qui arrive quand on a bien travaillé: on prend une retraite bien méritée! *Le Devoir* a dit vendredi au revoir et merci à trois de ses grands artisans des dernières décennies. Claude Turcotte (à gauche) y travaillait comme reporter depuis 31 ans. Jean-Robert Sansfaçon, ex-rédacteur en chef et éditorialiste, comptait 16 années de service. Danielle Ross, agente de recouvrement, a travaillé à l'administration du journal durant 38 ans. En fait, Jean-Robert Sansfaçon et Claude Turcotte ne se retirent pas complètement. Le premier continue de signer régulièrement des éditoriaux pour *Le Devoir* et le second y collaborera périodiquement.

Une coalition dénonce le recrutement militaire dans les cégeps

ANNIE MATHIEU

Les stands de recrutement des Forces armées canadiennes n'ont pas leur place dans les établissements scolaires québécois, dénonce une nouvelle coalition formée de plusieurs acteurs du milieu de l'éducation qui souhaite voir les troupes de recrutement battre en retraite.

«Nos étudiants devraient d'abord servir à contribuer au développement de la société québécoise plutôt que d'aller faire des guerres d'occupation en Afghanistan», a affirmé le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Xavier Lefebvre-Boucher, lors de la

conférence de presse tenue hier matin par la nouvelle Coalition contre le recrutement militaire dans les établissements d'enseignement du Québec.

Ce nouveau regroupement dénonce ce qu'il estime être la campagne de recrutement militaire en importance depuis la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, selon la coalition, la campagne des Forces armées canadiennes vise particulièrement les étudiants des milieux défavorisés, plus sensibles aux conditions salariales avantageuses qu'offre l'armée.

Selon Xavier Lefebvre-Boucher, l'Armée canadienne profite de la situation précaire de certains étudiants pour at-

teindre ses objectifs de recrutement, soit d'augmenter les effectifs de l'armée de près de 20 % en cinq ans.

Le président de la Fédération des enseignantes et enseignants de cégep affiliés à la CSQ (FEC-CSQ), Mario Beauchemin, abonde dans le même sens. «On voit qu'ils tentent de profiter d'une situation socio-économique défavorable pour attirer ces jeunes-là en leur donnant de l'information sur les salaires qu'ils pourraient avoir, sur le fait qu'ils pourraient payer la moitié ou l'ensemble des frais de scolarité, et cela, éthiquement parlant, c'est très douteux», a-t-il renchéri.

La Presse canadienne

Les stars se confessent à Mireille Dumas

TV5

VOYEZ LA VIE D'UN AUTRE CŒIL

PREMIÈRE

VIE PRIVÉE VIE PUBLIQUE
L'HEBDO

CE SOIR 19H



EN BREF

Alexa Conradi à la tête de la FFQ

Si les femmes ont réalisé d'importants gains au fil des ans, notamment au Québec, il y a encore loin de la coupe aux lèvres, a soutenu Alexa Conradi, samedi, peu de temps après avoir été élue à la présidence de la Fédération des femmes du Québec (FFQ). Mme Conradi, qui succède à Michèle Asselin, a admis qu'elle avait soumis sa candidature à ce poste parce qu'elle était lasse d'entendre un tel discours. Agée de 37 ans, Mme Conradi est née en Angleterre, mais vit au Québec depuis 22 ans. Elle milite auprès de la FFQ depuis dix ans, ayant notamment été coordonnatrice au Québec de la première Marche mondiale des femmes contre la pauvreté et la violence, en 2000. Samedi, Mme Conradi a été élue dès le premier tour, devant Sylvie Lévesque et Anne Pasquier. — *La Presse canadienne*

ACTUALITÉS

Le milieu collégial s'insurge contre l'instauration de droits de scolarité préconisée par les militants libéraux

ANNIE MATHIEU

Les acteurs du milieu de l'éducation ont dénoncé, hier, la décision des militants au congrès du Parti libéral du Québec d'appuyer l'instauration de droits de scolarité au collégial, affirmant notamment que cela aurait pour effet de vider les salles de classe collégiales.

La décision inquiète la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), qui s'est dite extrêmement étonnée de voir ce débat, qu'elle croyait clos, ramené

sur le tapis. La FECQ déplore aussi que cette motion ait été adoptée sans réelle réflexion et considère que cela constituerait une «*erreur historique*». Selon le président de la Fédération, Xavier Lefebvre-Boucher, le réseau collégial gratuit a fait ses preuves depuis son instauration il y a 40 ans. «*Le taux d'accessibilité au niveau collégial est actuellement égal pour le premier et le dernier quintile de revenu. Si on défait cet équilibre-là, cela veut dire qu'on va miser davantage sur le portefeuille des gens plutôt que sur l'intelligen-*

ce et les cerveaux qu'on peut utiliser pour bâtir la société du savoir», a-t-il argué hier.

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) se scandalise de cette intention. Selon l'ASSE, cette mesure aurait comme conséquence directe de nuire à l'accessibilité aux études.

Le porte-parole de l'Association, Christian Pépin, affirme que le gouvernement libéral poursuit sa logique «*d'utilisateur-payeur*» néfaste pour les étudiants, en leur faisant payer la note des dérivés du système

économique mis en place par ce même gouvernement.

Une logique que dénonce également la vice-présidente de la Fédération nationale des enseignantes et des enseignantes du Québec (FNEEQ-CSN), Micheline Thibodeau, qui rappelle que les étudiants payent déjà la note de frais afférents à leur éducation collégiale. «*On dirait que le parti libéral manque d'idées en ce moment, et tout ce qu'il trouve, c'est augmenter les frais*», a soutenu Mme Thibodeau.

Le président de la Fédération

des enseignantes et enseignants de cégep affiliés à la CSQ (FEC-CSQ), Mario Beauchemin, souligne quant à lui que les arguments en faveur de l'imposition de droits ne tiennent pas la route, notamment celui selon lequel les étudiants pourront facilement rembourser la facture puisqu'ils obtiendront de meilleurs emplois après leur formation. «*C'est beau avoir des diplômés qui seront capables de rembourser leurs frais de scolarité, mais il faut d'abord qu'ils s'inscrivent*», a-t-il répliqué.

Selon lui, l'imposition de droits

de scolarité aura une incidence sur le nombre d'inscriptions au collégial qui se traduira par une diminution de main-d'œuvre diplômée «*alors que l'on prévoit un manque de 700 000 travailleurs au Québec*».

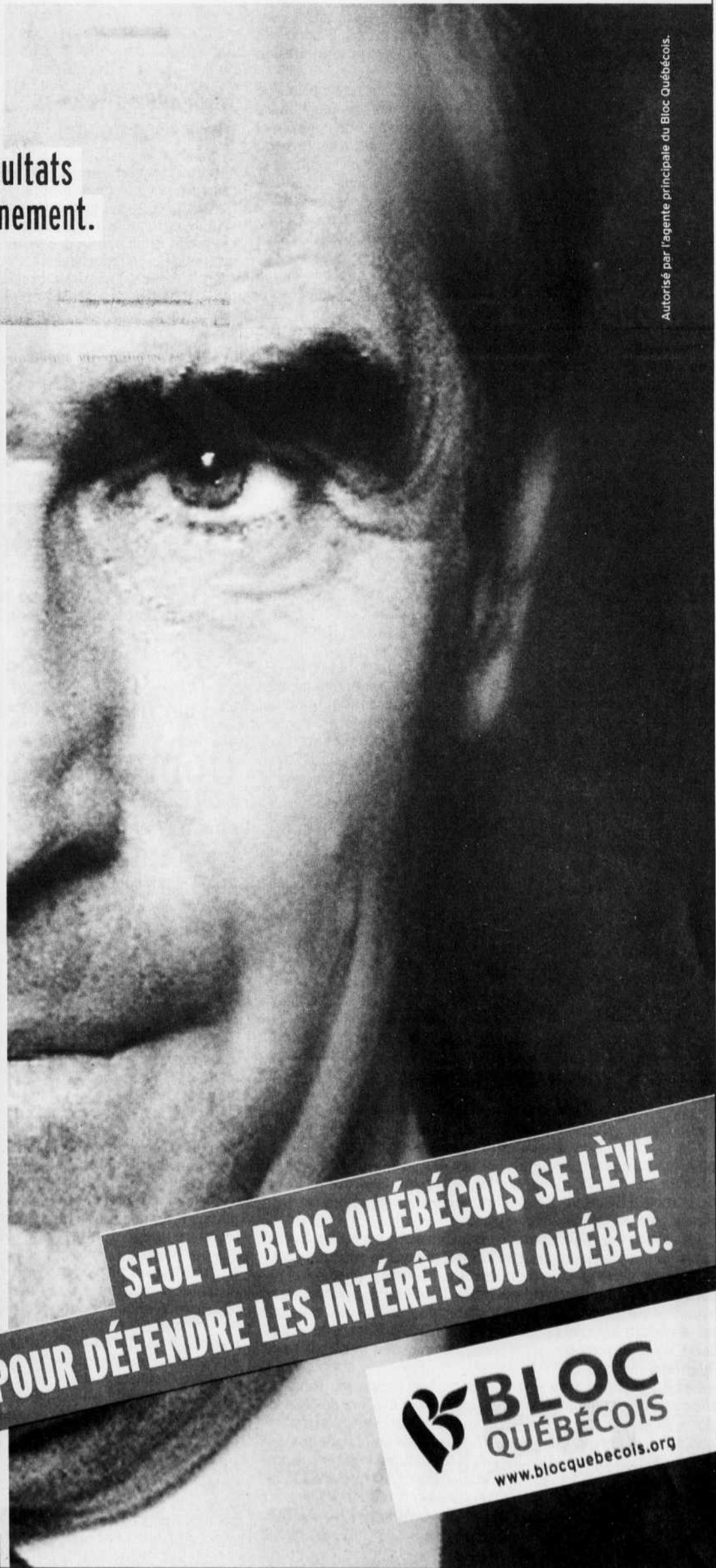
Tous les intervenants du milieu de l'éducation ont promis une mobilisation massive dans le cas où la proposition devrait faire son chemin jusqu'à l'Assemblée nationale et se transformer en projet de loi.

La Presse canadienne

DEUX PARTIS, UN REGARD.

Harper, Ignatieff. Deux chefs, deux partis,
la même vision restrictive de la nation québécoise.

La même façon de voter en Chambre. Les mêmes résultats
pour la langue, la culture, les travailleurs, l'environnement.



SEUL LE BLOC QUÉBÉCOIS SE LÈVE
POUR DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DU QUÉBEC.

BLOC
QUÉBÉCOIS
www.blocquebecois.org

ÉDITORIAL

Ville de Montréal

Appel à l'aide

Du rapport du Vérificateur général de la Ville de Montréal sur les compteurs d'eau, on a surtout retenu la nécessité d'annuler le contrat de 365 millions au consortium Génécité. Le fiasco constaté par Jacques Bergeron s'explique par de sérieux problèmes de gouvernance que l'on risque de perdre de vue dans le brouhaha électoral.

Dans toute l'histoire de Montréal, il n'y a probablement jamais eu de scandale de l'ampleur de celui qui ébranle l'administration Tremblay, mis à part celui sur la corruption du service de police dans les années 1940. Depuis, c'était le calme plat, ou presque. En 1978, il y eut Gérard Niding qui démissionna de la présidence du comité exécutif dans l'administration Drapeau après avoir accepté d'un des entrepreneurs des installations olympiques un chalet d'une valeur de 150 000 \$. Sous celle du maire Jean Doré, le grand scandale avait été l'installation d'une fenêtre de 300 000 \$ à son bureau. Autres temps, autres mœurs!

Le Vérificateur n'a pu se prononcer sur l'existence de collusion ou de favoritisme dans l'attribution de ce contrat des compteurs d'eau, question renvoyée à la police. Il a pu établir que le non-respect des bonnes pratiques de gestion des grands projets et d'attribution des contrats a conduit à l'élaboration d'un projet pour moitié inutile et pour l'autre trop cher. Un projet voté par un conseil municipal à qui l'on a caché une partie de l'information. Des failles qui l'ont conduit à proposer la création d'un comité pour réfléchir aux mécanismes de contrôle et de gouvernance administrative.

La nécessité de revoir ces mécanismes ne fait aucun doute. La façon suggérée n'est toutefois pas la bonne. Confiée à des hauts fonctionnaires, cette réflexion n'aboutira nulle part. Le regard sera par définition partiel. Surtout, ils n'oseront

aborder la gouvernance politique. Une réflexion que l'on ne peut non plus confier aux élus actuels dont une bonne part ont gardé leurs habitudes d'intervention dans tous les dossiers acquises dans leurs villes de banlieue d'avant la fusion avec Montréal. Il faut plutôt un regard extérieur et indépendant que seule une commission d'étude instituée par Québec peut exercer.

Montréal dispose d'un budget de quatre milliards. En plus, elle investit des centaines de millions dans de vastes projets d'infrastructures. Autant d'argent exige des mécanismes de contrôle et de reddition de comptes sophistiqués, surtout dans un contexte où la structure à trois niveaux des arrondissements, ville centrale et agglomération vient complexifier la prise de décision. Un vérificateur interne est vite dépassé. Une piste à explorer est l'institution d'une sorte de conseil du trésor, comme à Québec et Ottawa, chargé d'analyser et d'autoriser toutes les dépenses tout en assurant leur conformité aux lois et règlements.

Parmi plusieurs, un des grands problèmes structurels de l'administration montréalaise est l'absence de contre-poids au comité exécutif où se prennent toutes les décisions. La véritable autorité y appartient par définition au président qui, selon les personnalités en cause, peut l'exercer de façon outrancière. Le dossier des compteurs d'eau laisse penser que le politique a exercé un contrôle de ce projet sans véritable surveillance ni reddition de comptes. Dans l'état actuel des choses, Montréal est administrée comme une ville de moyenne taille où ses dirigeants, si l'on ne les surveille pas, peuvent abuser de leurs pouvoirs. Il y a eu les compteurs d'eau, mais aussi la privatisation de la SHDM et, qui sait, combien d'autres mauvaises décisions. De toute évidence, Québec doit intervenir. Reste à savoir si le gouvernement Charest s'intéresse à Montréal.

bdescoteaux@ledevoir.com

Le Québec aux Communes

Les limbes

Il y a deux ans, quand l'Assemblée nationale avait à l'unanimité rejeté le projet de loi fédéral qui donnait plus de sièges aux Communes à trois provinces, c'était de 22 nouveaux élus qu'il était question. Les 75 sièges du Québec s'en trouvaient affaiblis, avait fait valoir Mario Dumont, qui avait amené le gouvernement Charest à se ranger à son avis.

Le projet fédéral n'a finalement pas été adopté, il a néanmoins cheminé. Le gouvernement ontarien était monté à l'assaut pour réclamer le double des 10 sièges qui lui étaient alors réservés et, en décembre dernier, le premier ministre Dalton McGuinty avait pu annoncer triomphalement à la presse qu'il aurait ses 21 sièges de plus.

C'est ce nouveau projet de loi qui serait maintenant en préparation: et cette fois, ce sont 34 nouveaux sièges qui seraient répartis entre l'Alberta, la Colombie-Britannique et l'Ontario, noyant davantage les élus québécois. La ténacité ontarienne, ponctuée notamment d'échanges de gros mots avec le fédéral, a payé.

Au Québec, cette ténacité n'existe plus. Une fois exprimées les pétitions de principe, on baisse les bras: la Constitution indiffère le bon peuple et embête les politiciens. Mieux vaut constater l'inéluctable: les provinces de l'Ouest grossissent, il faut leur faire de la place; le Québec n'a qu'à faire des bébés ou à retenir ses immigrants s'il en veut autant. Et puis, qui veut encore entendre parler des peuples fondateurs, ce vocabulaire du XIX^e siècle qui fait tellement désordre à l'heure de la mondialisation? Soyons modernes: un électeur, un vote, c'est la seule maxime qui compte...

Ce calcul comptable n'a toutefois aucun sens: il n'est appliqué ni pour les Maritimes, ni pour le Yukon, ni pour la Saskatchewan, surreprésentés aux Communes eu égard à leur population. A fortiori, le Québec peut revendiquer des considérations particulières: le pacte confédératif reconnaît la distinction du Québec, qui était, est et restera foyer de la minorité francophone. Le prix du fédéralisme, c'est de protéger notre poids politique tant que nous restons dans ce pays.

Le projet de loi qui va son chemin est une preuve par l'absurde que ce poids s'étoile: le gouvernement Harper n'a cure de l'Assemblée nationale et, vendredi, le chef libéral Michael Ignatieff s'en est tenu à des généralités. Le gouvernement Charest, lui, ne passera pas à l'offensive, n'échangera pas de gros mots avec Ottawa. Après tout, il n'a plus de Mario Dumont sur les talons. Ni de Benoît Pelletier qui restait ouvert à des revendications constitutionnelles.

Le Québec reste donc dans les limbes de la fédération. Le fruit n'est pas mûr, dit-on, pour discuter Constitution. Cela n'empêche pas la situation de pourrir.

jboileau@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU

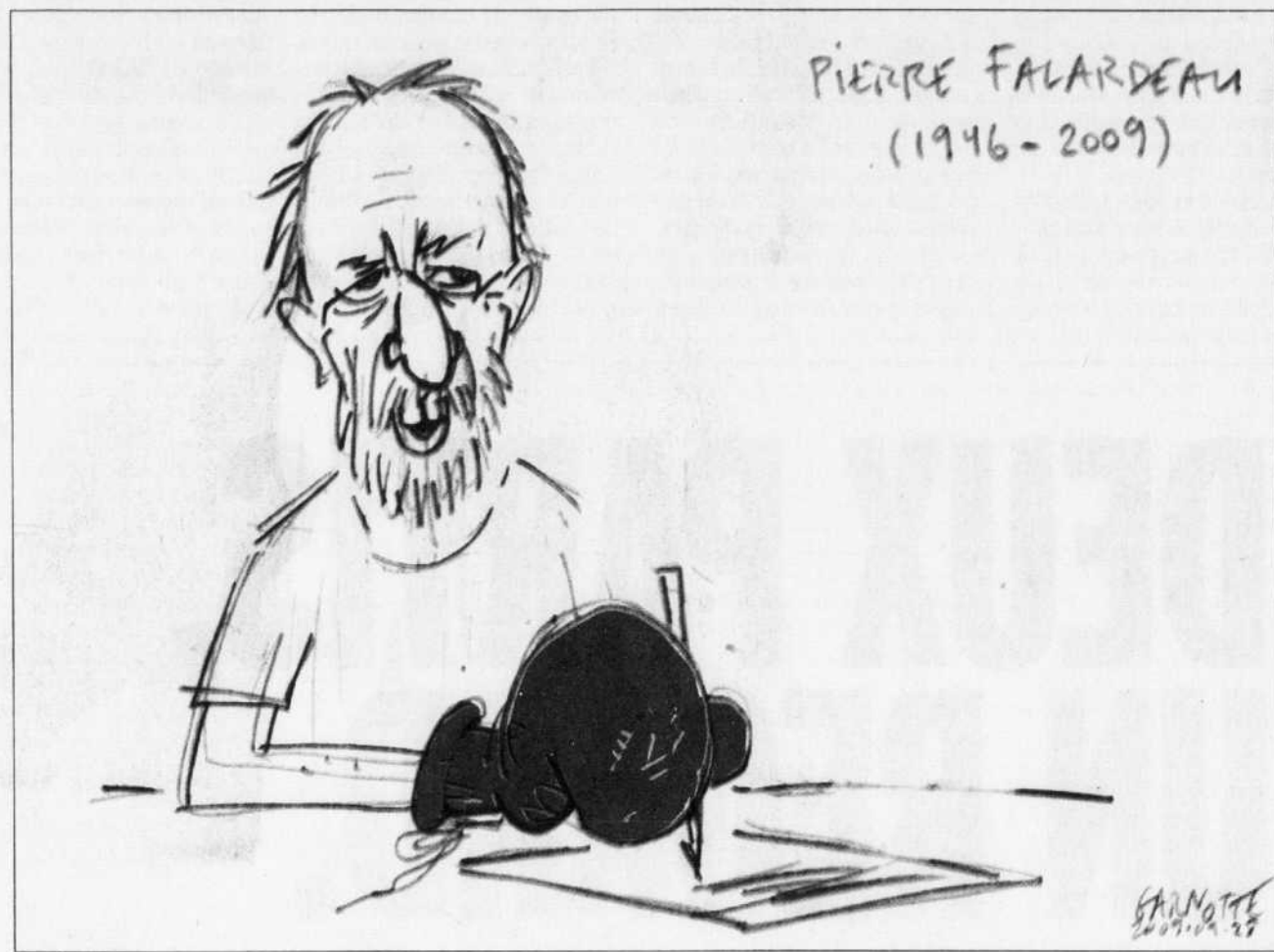
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



LETTRES

Un homme libre qui a vécu debout

Il était fort en gueule. Il n'a jamais eu peur de la controverse. Il parlait cru. Il n'avait aucune sympathie pour les hypocrites, les vendeurs d'illusions et de faux rêves. Il était sans pitié pour les faux prêtres de la politique et de la finance.

Il était Pierre Falardeau un homme libre qui a vécu debout. Ils sont rares ceux de sa race. Merci, Pierre Falardeau, pour cette vie qui sortait des sentiers battus. Vous me manquez.

Jean Chenay

Sherbrooke, le 26 septembre 2009

Un patriote de nos temps durs et incertains

Pierre Falardeau n'est pas mort. Lorsqu'on laisse derrière soi une œuvre aussi marquante, aussi importante que celle du cinéaste et pamphlétaire Pierre Falardeau, on ne meurt pas. On accède à l'intemporalité. Ses films sont à eux seuls des pages de notre Histoire. Ils racontent nos luttes, nos espoirs, mais aussi, dans une certaine me-

sure, notre bêtise, nos bassesses, nos lâchetés. Ils sont notre miroir.

Pierre Falardeau nous aura également donné, dans la lignée des Tati et Chaplin, des moments de purs délices humoristiques; que l'on pense seulement à cette séquence sépia tirée de l'un de ses légendaires *Elvis Gratton*, où l'on voit Elvis et Méo dans un dépotoir en train d'essayer les prothèses dentaires sur lesquelles ils sont tombés.

Pierre Falardeau restera un modèle de solidité, un roc contre les vents et les marées. Un patriote de nos temps durs et incertains. Une source d'inspiration. Un hymne à la vie, à notre survie. Un héros malgré lui. Salut, Falardeau, et merci. Nous vaincrons!

Caroline Moreno

Le 26 septembre 2009

Deux départs, des chemins à reconstruire

Coup sur coup: deux blessures, deux départs. Nelly Arcan et Pierre Falardeau. Deux personnes immenses et controversées, possédées de la douleur de vivre à la frontière de rêves inachevés. L'enfance

blessée à la recherche d'une forme de survie dans les lieux habités par les excès d'impossibles amours d'une part et la recherche d'un pays incertain d'autre part. Nous, les survivants, aurons à continuer, chacun à notre manière, dans le silence des souvenirs et des nouveaux défis, cette marche incertaine vers des chemins à reconstruire.

Jacques Léger

Montréal, le 26 septembre 2009

Une étoile dans mon ciel

C'est avec une infinie tristesse que j'apprends le décès de monsieur Pierre Falardeau. J'en suis à me demander s'il n'y a pas un prix à payer pour se ternir debout, car je pense aussi à madame Hélène Pedneault qui nous a aussi quittés il n'y a pas si longtemps.

Des personnes qui donnent le goût de briser les chaînes de la servitude «volontaire» ça ne court pas les ondes, télé, radio ni les journaux ou les universités. Merci, M. Falardeau. Vous étiez une étoile dans mon ciel, continuez à briller pour nous et, qui sait?

Marguerite Paradis

Le 26 septembre 2009

LIBRE OPINION

Vianney Décarie (1917-2009)

Hommage à un grand humaniste

LUC BRISSON

Directeur de recherche au CNRS

LOUIS-ANDRÉ DORION

Professeur titulaire au département de philosophie de l'Université de Montréal

GEORGES LEROUX

Professeur émérite au département de philosophie de l'UQAM

La mort de Vianney Décarie, le 6 septembre dernier, est l'occasion de rendre hommage à un grand humaniste, mais elle est surtout pour tous ceux qui l'ont connu — et particulièrement pour ceux qui comme nous furent formés à la philosophie grecque auprès de lui —, l'occasion de rappeler le rôle qu'il joua dans l'enseignement de la philosophie au Québec.

Sa carrière fut longue et fructueuse, et sa formation représente à bien des égards un cas unique. Qui d'autre que lui en effet, alors que tout intérêt pour la philologie ou l'histoire de la pensée ancienne était pour ainsi dire déjà encadré dans la formation scolastique et orientait presque obligatoirement vers une vie d'étude au sein d'un ordre religieux, comme les Dominicains où il avait tant d'amis, a donné l'exemple d'une *peregrinatio studii* à Paris, libre de toute attache?

Vianney Décarie n'a pas laissé de souvenirs écrits, mais on peut reconstituer ce que fut pour lui cette Sorbonne tant aimée où il prépara, sous la direction d'Étienne Gilson, une thèse d'État sur la métaphysique d'Aristote. Ce livre (*L'Objet de la métaphysique selon Aristote*, 1961), d'une clarté exemplaire, reprenait la question de la science première et on le trouve toujours cité dans la recherche aristotélicienne. Son enseignement était savant et recher-

chait un équilibre entre l'érudition anglosaxonne et la pensée dite continentale. Peut-être parce qu'il connaissait bien la tradition britannique et avait pour Oxford une vénération qui ne le quitta jamais, peut-être aussi tout simplement parce qu'il était canadien et portait l'influence de l'Institut pontifical de Toronto, son travail garda toujours l'empreinte de la philologie britannique et américaine. [...]

Traducteur émérite, il s'intéressa à un texte alors considéré comme marginal, l'*Éthique à Eudème*, et en prépara avec son élève Renée Houde, une édition annotée qui fait encore autorité. Si l'on fait l'inventaire de ses papiers, on y trouvera nombre de traductions inédites, et nous qui avons recueilli auprès de lui ce respect de l'art de la traduction, nous savons que sa science du texte était inépuisable.

Un idéal érudit

Prendre conseil auprès de lui sur un passage compliqué nous exposait toujours à une remontée dans l'histoire, au terme de quoi il nous laissait toujours libres de nos choix. Le Liddell-Scott était sa bible, un dictionnaire d'Oxford bien sûr. Avec lui, l'histoire de la philosophie grecque s'affranchit du carcan de la scolastique et son enseignement nous proposait un idéal érudit qui était sa marque. Il n'y avait plus d'interprétation dogmatique, il n'y avait que la science du texte.

Mais Vianney Décarie ne fut pas seulement un historien remarquable, il fut aussi un universitaire engagé. Son époque connut tous les bouleversements de la Révolution tranquille et la Faculté de philosophie qu'il dirigea eut sa part de turbulence dès la fin des années 60. Alors que tout l'enseignement portait encore l'empreinte d'une doctrine privilégiée et que les profes-

seurs laïcs de philosophie n'étaient pas nombreux, il choisit d'ouvrir la faculté à la pensée contemporaine.

Il fut un des premiers à reconnaître l'importance de la pensée analytique et il chercha, premier directeur laïc de son département, à former une équipe où plusieurs tendances pouvaient cohabiter. C'est à lui que nous devons l'invitation, pendant plusieurs années qui furent décisives pour notre génération, du professeur Paul Ricoeur. [...] On ne se tromperait pas beaucoup en disant que l'amitié de Vianney Décarie et de Paul Ricoeur compta pour beaucoup dans l'ouverture de l'enseignement de la philosophie au Québec. [...]

Bien d'autres chantiers sollicitèrent Vianney Décarie, et en particulier les dossiers relatifs au financement de la recherche dans les humanités. Il était conscient de la fragilité des institutions et rien ne lui paraissait mériter plus de soutien que la formation des maîtres. Ses étudiants conservent le souvenir de sa générosité, il ne ménageait aucun effort pour faciliter notre formation, nous encourageant à aller à l'étranger et à rechercher cette ouverture qu'il favorisait depuis ses études en France.

Discret, modeste, il avait écrit plusieurs belles études sur l'idéal de sagesse des Grecs et s'il fallait n'en retenir qu'une seule, ce serait celle qu'il offrit à Paul Ricoeur dans les mélanges publiés en son honneur. Elle présentait le kaloskagathos, cette synthèse de la vertu morale et du don naturel que les penseurs grecs plaçaient plus haut que tout. Tous ceux qui étudient la pensée grecque la rencontrent sur leur chemin et ne l'abandonnent jamais. Comme chacun d'eux, Vianney Décarie avait placé cet idéal de sagesse au cœur de sa vie et il en témoigna jusqu'à la fin.

IDÉES

Pierre Falardeau, 1946-2009

Mort d'un humaniste

RENÉ BOULANGER

Écrivain

Mon ami Pierre Falardeau s'est éteint vendredi soir. Il a vécu sa maladie avec un courage qui dépasse même sa légende. On voit qu'il a fait ce qu'il fallait pour se prolonger, pour donner aux siens des moments qui devenaient de plus en plus précieux. Lui qui aimait la boxe, il a livré son plus beau combat. Aujourd'hui, je devrais invoquer la douleur de l'absence, et je sais qu'elle viendra, mais, pour l'instant, sa présence est si forte qu'elle efface la mort. Pierre Falardeau n'a pas dit son dernier mot. Comme la lumière des étoiles lointaines, ils voyagent encore jusqu'à nous. «Rien n'est plus précieux que la liberté et l'indépendance.»

Ces mots étaient écrits sur une banderole qu'il avait fait faire aux jeunes années de sa vie. Cette banderole, il la promenait dans toutes les manifestations, dans tous les parcours. Elle résume sa vie. Il l'avait reprise du leader vietnamien Ho Chi Minh et en avait fait le cœur de son discours. Il l'avait volée comme il disait souvent des phrases les plus audacieuses qu'il mettait dans la bouche de ses personnages. Même volée, elle se révélait comme la plus authentique de ses formules. Malgré sa limpidité, sa luminosité, il lui a fallu toute une vie pour en expliquer le sens. Pour la raison très précise que lui avait révélée La Boétie dans son *Discours sur la servitude volontaire*, écrit au XVI^e siècle, à savoir que la troisième génération à en être privée n'a plus aucun souvenir de ce qu'est la liberté.

Homme libre

L'homme libre qui surgit au cœur de la servitude ne peut vivre que l'exaspération, la rage et la colère, car ceux à qui il parle refusent d'entendre et de comprendre. Ils acceptent que leur vie serve à construire leur propre prison. Ils deviennent leurs propres gardiens. Ils pourchassent et injurient ceux qui les invitent à défaire leur attachement consenti.

Soumis aux puissances de l'argent, à la suprématie du monde impérial anglo-saxon, les Québécois portent au pouvoir les profiteurs locaux du système colonial. Ils confondent la liberté avec le fait de dépenser et de se déplacer en char. Ils donnent leur vie, ils la consacrent à l'enrichissement des détresseurs de fonds publics. Et pour se perdre encore plus, ils assassinent leur propre culture et mutilent leur histoire, cultivant l'oubli et la résignation.

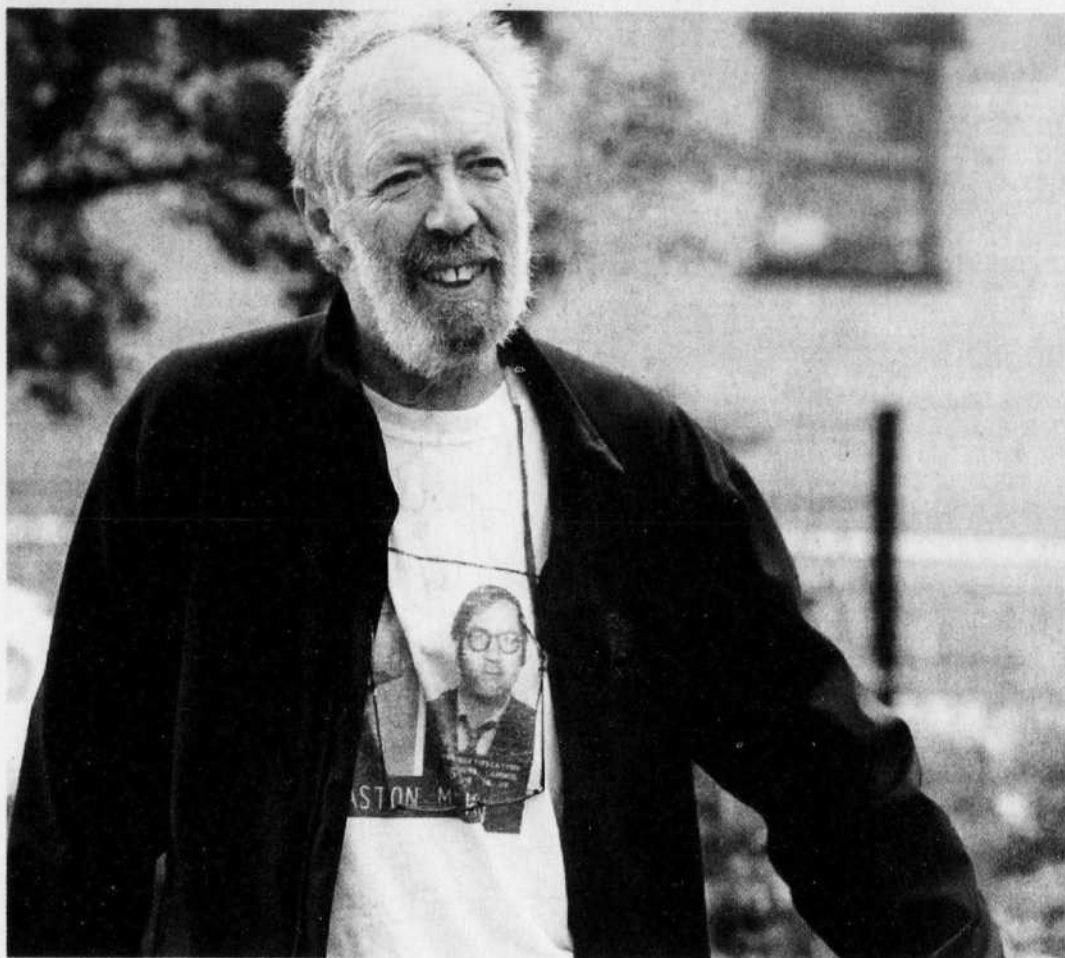
Dans ce monde assagi et soumis, l'homme libre est un fauve à abattre, une bête à dompter. Or, il est bien le seul qui n'ait pas tort.

La parole comme défense

«Rien n'est plus précieux que la liberté et l'indépendance.» Pour avoir compris cela jusqu'à le vivre dans sa chair, Falardeau avait bien le droit de répartir les coups de pied au cul et les tapes sur la gueule qui se perdent d'ailleurs trop souvent. L'insignifiance, la veulerie et la trahison glorifiée ne se dénoncent pas par la politesse. Seul, ou presque seul, il n'avait pour se défendre que sa parole.

Contrairement à ce que l'on dit, il n'en a pas abusé. Les écarts de langage n'en étaient pas. Il faut savoir que la lutte pour la liberté est surtout un combat moral et d'abord à l'intérieur de nous-mêmes. Contre cette morale de l'homme libre se dresse l'immoralité du maître. Contre cette morale du premier destin de l'homme se dresse l'amoralité du servile. Il n'y a pas de zone neutre entre le Noir et le Blanc, entre l'acceptation et le refus, entre la résignation et la révolution.

Et dans ce combat vers l'ascension morale, il



Falardeau avait bien le droit de répartir les coups de pied au cul et les tapes sur la gueule qui se perdent d'ailleurs trop souvent. L'insignifiance, la veulerie et la trahison glorifiée ne se dénoncent pas par la politesse.

importe aujourd'hui de se dire que cet homme seul avait raison contre tous. Falardeau avait raison sur toute la ligne. Oui, les salopards étaient bien des salopards, les vendus étaient bien des vendus, les trous-du-cul étaient bien des trous-du-cul, les sales pourritures étaient bien des sales pourritures. On connaît leurs noms. Ils ont vendu leurs frères, ils ont souillé l'âme des peuples, ils ont trahi leurs pères. Oui, les crétiens étaient des crétiens, les demi-hommes étaient des demi-hommes, les pleutres étaient des pleutres et les pleurines étaient des pleurines. Ils ont laissé piller la forêt, détruire la terre nourricière, ils ont laissé détruire notre culture et s'effacer notre langue, ils ont baissé les bras devant l'impérialisme sauvage et colonisateur, ils ont préché la bonne entente avec les destructeurs de notre nation. Tous ont des noms.

Salutaire vérité

Et que dire de ceux qui mentaient au nom de leur job à sauver? De ceux qui cachaient le crime au nom de leur job à sauver. De ceux qui couchaient avec les boss, de ceux qui protégeaient le voleur, de ceux qui se faisaient payer le silence. Mais encore et que dire encore? Que les lâches étaient des lâches.

Non, Pierre Falardeau, je ne suis pas prêt à le mettre au tombeau. Pas avant que tous ceux qui lui ont craché dessus reconnaissent qu'il était grand et noble. Qu'il défendait la salutaire vérité, qu'il était homme de principe et de justice. Qu'il était la liberté des hommes enfin vécue par l'homme.

Malgré tout, je sais que même les étoiles meurent. Même celles qui ont l'éclat si pur de son intelligence. Et viendra ce moment pour moi de l'accepter. Mais ne puis-je avant parler de cet amour, cet immense amour qui le consumait et alimentait ses sublimes révoltes? Cet amour des gens du peuple, cet amour des êtres de poésie, des enfants, des vieillards, des vieux amis, des femmes, de sa femme, de ses jeunes, mais aussi de la jeunesse. Tout ce qui fait l'humanité en somme. Mais

ne puis-je aussi parler de cet élan vers la beauté, cette fascination pour nos vieilles peintures, pour nos vieilles pierres, mais également pour les grands paysages, nos sublimes paysages. Oui, il aimait ce pays, mais pas juste comme pays, comme fragment de l'humanité à préserver.

Homme responsable

J'ai dit à des journalistes qu'il était un humaniste. Ce n'est pas assez. Il était aussi une volonté, un homme responsable et qui à ce titre refuse aux autres l'irresponsabilité. C'est à chacun de nous de vaincre cette résistance à la liberté, c'est à chacun de nous de refuser la mort d'un peuple, d'une langue, d'une civilisation.

C'est à chacun d'entre nous de comprendre sa propre aliénation. Dans son premier court métrage de fiction, on voyait à la fin tous les personnages devenir des Elvis Gratton. Donc opérer eux-mêmes la destruction de leur culture, de leurs rêves bref, de leur être.

Maintenant, dans ce nouveau long métrage qui devra tous nous emmener vers la redécouverte de nous-mêmes, il nous reste tous à enlever ce masque et devenir ce que Pierre Falardeau a toujours été, un être libre, assoiffé de vérité, enragé d'espoir, avide de liberté.

Oui, «rien n'est plus précieux que la liberté et l'indépendance.»

Adieu mon ami

Et maintenant, je te parle à toi, Falardeau. Puisqu'il faut bien que je te dise adieu. Comme tu as aimé, mais aimé! L'amour dans toutes ses composantes et ses formes. Oui le grand amour, mais aussi la fraternité, la camaraderie et puis cet incroyable don pour cette variante toute simple: l'amitié. Pour l'avoir vécue, mais surtout reçue, je ressens une gêne d'avoir à l'exposer ainsi. Disons simplement que tu nous manqueras, vieux. Tu nous manqueras terriblement.

Mais jamais ne s'éteindra la lampe, la lueur qui te guidait. Nous marchons vers elle nous aussi. Tu es avec nous. Nous sommes avec toi. Nous t'aimons!

QUESTIONS D'IMAGE

Images de guerre



JEAN-JACQUES STRÉLISKI

Soyons sérieux. Et surtout, que mon titre n'aille pas prêter à équivoque. Je n'ai pas troqué ma chère chronique bimensuelle pour une correspondance de guerre. Mais à l'écoute de tous ces canons, clairons, tambours et autres bruits de bottes qui résonnent à l'unisson sur tous les fronts actifs de notre démocratie, je me suis trouvé une bonne raison d'aller me promener sur tous ces lieux de conflit avec ma boîte à images. Une façon d'apprécier quelques faits d'armes, mais aussi les couacs et les dégâts collatéraux qu'ils ne manquent jamais de provoquer.

Il y a de l'élection dans l'air. De la chefferie aussi. Des sièges à prendre. De l'hommerie à son summum. De quoi nous amuser à défaut de nous séduire, quand ce n'est pas parfois de nous écœurer.

Sur le front fédéral

Ouf, on y a échappé... pas pour bien longtemps. L'élection fédérale ne se jouera donc pas à l'automne. Par un stratagème quelque peu lourdingue, pour ne pas dire tout à fait démagogique. Stephen Harper et Jack Layton en duo. Afin de faire glisser la carapette sous les pieds de Michael Ignatieff, en prétextant sauver la peau d'un gouvernement minoritaire que ce dernier jugeait pourtant être le seul à pouvoir faire vaciller. De la politiciannerie de grand niveau. Le NPD et Jack Layton n'ont pas grand-chose à gagner dans tout ça. À voir et à lire les réactions, ça n'a pas trop plu dans les chaumières «socialistes».

Et pendant ce temps, un Coderre en grande forme s'employait à la réélection d'un adversaire déclaré, Thomas Mulcair, dans Outremont, en voulant barrer la route à un homme talentueux de son parti (qui n'est pas cependant son ami déclaré). Un lieutenant est un lieutenant. De quoi y perdre son latin. Et un siège aussi. Devant le brouhaha suscité, le chef a alors proposé une autre circonscription au candidat «barré». Mais la pression a dû venir d'encre plus haut que le chef puisqu'il a été décidé finalement que le barré deviendrait barreur dans Outremont. Image bien claire de la vraie politique.

Sur le front provincial

Les péquistes ont retrouvé le sourire pour un soir. Lundi dernier. Ils avaient une bonne raison. Ils ont fait élire une vraie compétence en la personne de Nicolas Marceau dans la circonscription de Rousseau, une victoire franche, à la régulière, comme on les aime. Mais on peut se demander cependant si, dans ce sourire éclatant, ne se cachait pas l'ombre d'un léger rictus, témoin joyeux d'une gigantesque hilarité intérieure provoquée par la déroute du candidat adéquat. La revanche est un plat qui se mange froid... et qui se délecte discrètement. Une image en cache souvent une autre.

Sur le front municipal

Pas jojo, la joute. Un ami benêt au bord de la noyade dans les eaux souillées de flots sans compteurs et des scandales à répétition. L'image est parabolique, mais hélas destructrice. En face de lui, une candidate mairesse ambitieuse, politique et unilingue qui prétend faire rayonner Montréal, ville internationale, sans parler anglais. Je n'ai rien contre, mais comme disait Piton: «Yen aura pas de facile». Je ne sais pas si les vrais Anglo-Montréalais (ceux qui ne sont pas partis lors des référendums) gèreront tout ça aussi facilement. Quoi qu'il en soit, un récent sondage montre que la principale préoccupation des Montréalais est ailleurs. Non ce ne sont ni les déficits ni l'élection municipale qui les tracassent, mais bien «les nids-de-poules!». On n'a pas vraiment besoin de mairesse ou de maire. La mafia veille sur nous. On a les images que l'on mérite.

Sur le front adéquat

Le pitoyable à son paroxysme. On se demande si l'actuel visage de l'ADQ ne s'est pas enfin révélé dans les minables échanges et coup bas auxquels les prétendants-chefs se sont livrés. Les candidats font preuve d'une grande finesse et d'une grande discrétion pour montrer à la population leurs réelles capacités de leader politique. Personne n'est plus dupe, et l'on est de plus en plus certain que l'ADQ se résumait à la seule performance de Mario Dumont. Eric Caire, Christian Lévesque et Gilles Taillon auront fort à faire pour changer cette impression nette. Arrêt sur image.

La plus belle image de la semaine sera, sans contredit celle que vont nous laisser la visite et le discours d'Ingrid Betancourt à l'Assemblée nationale. Plus grande que la réalité, elle est désormais bien plus une image, elle est un symbole.

Jean-Jacques Stréliski est spécialiste en stratégie d'images.

Cultiver le pays

VICTOR-LÉVY BEAULIEU

Écrivain

Pierre Falardeau n'était pas mon ami, mais bien davantage: un complice qui me stimulait, rendant ainsi impossible tout découragement dans un pays-pas-encore-pays par la faute de ses élites bourgeoises, corporatistes et veules. Pierre Falardeau et moi, nous partagions la profondeur de ce mot de Nietzsche qui a écrit:

«Si tu veux cultiver le pays, cultive-le à la charrue. Ains tu feras la joie de l'oiseau comme du loup qui suit la charrue. Tu feras la joie de toute créature.»

Pierre Falardeau a été à la hauteur du mot de Nietzsche. Voilà pourquoi sa mort ne me rend pas d'une tristesse infinie. Les prophètes authentiques sont porteurs de joie pour tout un chacun, l'oiseau, le loup et l'humain. C'est cette grande leçon de choses que nous devons à Pierre Falardeau.

À sa famille, à ses amis, à toutes ces Québécoises et à tous ces Québécois qui cultivent le pays à la charrue, j'offre mon recueillement et le partage de cette joie que Pierre Falardeau a su si bien incarner. Elle est nôtre désormais. Alors, retroussons nos manches et portons cette joie exigeante jusqu'à notre indépendance comme peuple et comme nation.

Une voix authentique

JEAN ROYER

Écrivain

Savoir que je n'entendrai plus jamais la voix de Pierre Falardeau, qui vient de rejoindre dans l'Histoire celles de Bourgeois et Miron, m'est insupportable. Car je comprends que notre culture devient de plus en plus fragile.

En dehors des partis politiques, elles sont de moins en moins nombreuses les voix de la Résistance branchées sur le réel de notre peuple, de plus en plus éparées les voix libres et authentiques portant notre espérance. Certes, il y a bien des artistes et des écrivains pour défendre certaines causes à court et moyen terme. Mais se dresse encore dans les années 2000 ce hiatus historique entre notre peuple et ses élites.

Pierre Falardeau, comme Gérard Godin et Pauline Julien, comme Félix Leclerc et Pierre Perrault, était de ceux-là qui passaient le pont entre la culture dite savante et la culture dite populaire. La maturation de

Pierre Falardeau était de ceux-là qui passaient le pont entre la culture dite savante et la culture dite populaire

notre culture doit beaucoup à Pierre Falardeau, parce que cet homme, à la fois anthropologue et cinéaste, chroniqueur et pamphlétaire, militant politique de gauche et souverainiste convaincu, ne faisait aucune concession devant l'avenir possible du peuple québécois.

Un résistant
À l'annonce de sa mort, samedi dernier, il était triste de

noter les réserves frileuses de nos femmes et de nos hommes politiques sur la manière qu'avait Falardeau d'exprimer la nécessité de l'indépendance du Québec. Pourtant, en assumant la liberté de

parole d'un résistant et d'un patriote, Falardeau a toujours su s'adresser à ceux et celles que les élites nomment «le peuple».

Pierre Falardeau n'est plus là, parmi nous. Mais les partis politiques qui prétendent nous mener vers l'indépendance et l'égalité sociale, se souviendront-ils de sa parole exemplaire? Voit-on venir quelqu'un qui, aujourd'hui pour demain, comme l'écrivait Gaston Miron, «élève une voix parmi des voix contraires»?

ACTUALITÉS

FALARDEAU

Les talents de polémiste de Pierre Falardeau le hissent dans l'histoire du Québec auprès des Louis Fréchette et Arthur Buies, estime Victor-Lévy Beaulieu

SUITE DE LA PAGE 1

au moment du référendum de 1995, et qui a été lue par le comédien Luc Picard, à l'occasion du Moulin à paroles, les 12 et 13 septembre derniers sur les plaines d'Abraham, Pierre Falardeau écrivait:

« Dans quinze ou vingt ans, tu liras peut-être cette lettre. A ce moment-là, ton père sera devenu un vieil homme. Vainqueur ou vaincu, peu importe. Au moins, tu sauras qu'il n'aura pas reculé, qu'il n'a pas courbé la tête, qu'il ne s'est pas écrasé bêtement par paresse ou par lâcheté. Tu sauras qu'il s'est battu pour la cause de la liberté comme tu devras te battre à ton tour. C'est la loi des hommes, c'est la loi de la vie. »

Sur plusieurs photos, il apparaît encore souriant, la cigarette aux lèvres. Pourtant, il avait bel et bien mis fin à son habitude de fumer des Lucky Strike au cours des derniers mois, pour mieux combattre la maladie qui le rongait depuis deux ans.

« Je l'ai bien connu, dit le cinéaste Bernard Émond, qui a notamment étudié l'anthropologie avec Pierre Falardeau à l'Université de Montréal il y a quarante ans. Je ne vais pas parler de la personne publique [...] je veux juste rappeler l'homme privé, d'une grande gentillesse. Peu de gens savent à quel point il pouvait être gentil et à l'écoute des gens, délicat, timide, allant malgré tout vers les autres. On connaît le personnage public avec ses coups de gueule, mais il était aussi très curieux, questionnait beaucoup, à l'aise dans tous les milieux. Il n'était pas rare de le voir s'arrêter pour discuter avec n'importe qui. »

Pour Luc Picard, qui a joué dans deux films importants de Falardeau, *Octobre* et *15 février 1839*, portant respectivement sur la Crise d'octobre et sur la rébellion des Patriotes, Pierre Falardeau était un bon vivant, drôle, candide, humain. *« Il disait: "moi, je me donne le droit de me tromper". Il avait le courage de ses opinions et de ses émotions. Alors, d'accord, pas d'accord, cela sonnait vrai », dit-il. Falardeau se voyait d'abord et avant tout comme un militant, et a toujours établi un parallèle entre combat sportif et combat politique. « Il disait: "je donne des tapes sur la gueule, fait que j'en recois", se souvient Picard. L'homme était d'ailleurs fasciné par la boxe, au point de lui consacrer un film, *Le Steak*. »*

Victor-Lévy Beaulieu, qui a mené le combat de l'indépendance du Québec durant les mêmes années que Falardeau, se souvient de l'époque où le documentaire *Le Temps des bouffons*, de Falardeau, filmé lors d'une soirée de la haute comédie fédéraliste au Beaver Club, circulait sous le manteau, parce qu'aucun média électronique n'avait accepté de le diffuser. Parallèlement, la série des *Elvis Gratton* a permis à Falardeau d'atteindre le grand public. *« On est peu nombreux, depuis 25 ans, à avoir tenu une ligne de conduite et à être restés logiques avec cette ligne de conduite, dit-il. Je pense que cela a donné des résultats, notamment auprès des immigrants. J'écoutais hier soir Jean Pascal, immigrant de première génération, champion de boxe [...] qui parlait de Falardeau comme d'un complice. »* La verdeur de langage de Falardeau était d'ailleurs nécessaire au mouvement indépendantiste, et ses talents de polémiste le hissent dans l'histoire du Québec auprès des Louis Fréchette et Arthur Buies, selon Victor-Lévy Beaulieu. De Falardeau, il souligne encore la joie communicative, qui a formé de nouveaux militants parmi les jeunes, dont Patrick

Bourgeois, du journal *Le Québécois*, qui remerciait d'ailleurs hier Pierre Falardeau pour sa générosité *« envers l'ensemble du mouvement indépendantiste »*.

Tout sauf convenu

Le cinéaste était tout sauf convenu, bien sûr. Et l'auteur François Avard vantait lui aussi hier, dans une lettre aux médias, la vitalité de Falardeau dans la torpeur et la complaisance médiatique générales. *« Dans le paysage médiatique, un Falardeau debout parmi la bouillabaisse télévisuelle et la crétinerie de matante imprimée, c'était un vaccin. Falardeau immunisait, énergisait, et rassurait. Virtuose de la langue, sa plume et sa gueule étaient son arme, la débilité ambiante sa victime », écrit-il.*

« On vit à une époque où on manque un peu d'imprudence, commente encore Luc Picard. Ce n'est de la faute de personne et c'est de la faute de tout le monde. Tout le monde fait attention. Mais si tu ne te donnes pas le droit de te tromper, tu ne fais rien. »

Durant le week-end, diverses personnalités politiques ont souligné l'apport de Pierre Falardeau à la vie culturelle et politique québécoise. Samedi, l'ancien premier ministre et chef du Parti québécois Bernard Landry a dit regretter la perte *« d'un grand cinéaste, un auteur, une plume agile et alerte, et puis des interventions nombreuses et de toutes les manières dans le combat fondamental de l'indépendance nationale »*.

Pauline Marois, chef du Parti québécois, a dit avoir *« toujours été impressionnée par sa générosité, par son talent, et par son engagement à l'égard du Québec. Il n'avait pas peur des mots. C'était un homme libre »*. Gilles Ducesse, chef du Bloc québécois a convenu *« ne pas avoir partagé toutes les opinions de Pierre Falardeau », mais a loué sa grande conviction et son œuvre. Amir Khadir, député et co-chef de Québec solidaire, a apprécié que Pierre Falardeau ait « été là pour le Québec, mais pas seulement pour le Québec. Il était aussi là pour les peuples de la Palestine, de l'Irak, du Chili, a-t-il dit [...], notre peuple a bien besoin des Falardeau »*.

Jusqu'au premier ministre du Québec, Jean Charest, qui y est allé d'une reconnaissance prudente de la production artistique de Falardeau. *« M. Falardeau, on le sait, c'est un pamphlétaire, a-t-il dit. C'est un homme qui avait le goût de la polémique, qui avait des opinions très fortes, et qui, souvent, trouvait une formule-choc pour les exprimer. Par contre, son œuvre artistique était substantielle. »*

Pierre Falardeau détestait les honneurs, semble-t-il. Une soirée organisée par le Mouvement souverainiste du Québec lui rendra pourtant hommage, le 11 octobre prochain. Les funérailles de Pierre Falardeau seront publiques, et le public pourra aussi témoigner de son affection lors d'une cérémonie organisée dans un espace public quelques jours auparavant. Les dates et les lieux seront connus sous peu. Pierre Falardeau écrivait un jour que l'on a toute la mort pour dormir. Ce sera pour lui une dernière occasion de secouer les vivants.

Avec la collaboration de Jean-François Nadeau
Le Devoir
avec La Presse canadienne

■ Lire aussi le portrait de Pierre Falardeau par Jean-François Nadeau à www.ledevoir.com



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

À Drummondville, hier, Jean Charest s'est dit d'avis qu'il faut cesser de voir les services publics comme une simple dépense.

TARIFS

SUITE DE LA PAGE 1

Sans écarter l'idée que des hausses de tarifs puissent contribuer à équilibrer le budget de l'État, Jean Charest a refusé de prendre position sur l'une ou l'autre des propositions contenues dans la résolution-cadre adoptée, hier, par les militants. Tout au plus a-t-il signalé à l'égard de l'imposition de nouveaux droits de scolarité au cégep — une proposition adoptée samedi à l'issue d'un vote serré — que *« nous préserverons le principe d'accessibilité qui est, pour nous, très important »*.

Les propositions du conseil général alimenteront le débat sur les finances publiques, notamment les consultations prébudgétaires que tiendra à la fin de l'année le ministre des Finances, Raymond Barchand, a mentionné M. Charest.

Tandis que les négociations dans le secteur public doivent s'amorcer prochainement, le premier ministre a évité d'évoquer les sacrifices auxquels les employés de l'État devraient consentir afin d'apporter leur contribution au redressement des finances publiques. Il a préféré parler de l'*« esprit de partenariat »* qui anime le gouvernement à l'égard de la fonction publique. *« On n'est pas opposés l'un à l'autre. On fait face à la même réalité. »*

Il faut d'ailleurs cesser de voir les services publics comme une simple dépense. *« Il faut savoir tirer de nos politiques sociales des avantages économiques »,* a fait valoir Jean Charest. Il a cité l'exemple du système de santé au Québec, un avantage par rapport aux États-Unis, mais aussi celui des politiques familiales qui permettent aux femmes de participer au marché du travail davantage qu'ailleurs.

Hier, les militants libéraux ont adopté une proposition pour instaurer des péages sur les autoroutes interurbaines et sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal pour entrer et sortir de l'île de Montréal. Les libéraux ont cependant rejeté l'idée d'implanter pareil péage à Québec, Sherbrooke, Gatineau et Trois-Rivières.

Font aussi partie de la résolution-cadre telle qu'elle a été adoptée hier l'introduction d'une redevance sur l'eau et de droits miniers minimaux. Soucieux de la santé de leurs compatriotes, les militants libéraux recommandent de hausser les taxes sur l'alcool et d'en imposer une nouvelle sur les boissons gazeuses ou énergisantes, les croustilles et les friandises.

Par *« équité générationnelle »*, les libéraux se sont prononcés en faveur de la création d'une caisse santé pour pallier les coûts futurs du système de santé. Dans une brève allocution, le président de la Commission-Jeunesse, Julien Gagnon, a insisté sur le respect de cette autre *« valeur libérale »*. Il a réclamé une réforme des finances publiques. *« Ce qu'on de-*

mande finalement, ce n'est pas seulement l'équilibre budgétaire, mais c'est un surplus budgétaire » pour faire face aux défis à venir. Revenant d'une mission auprès des jeunes socialistes en France, Julien Gagnon s'est dit *« impressionné de constater les ressemblances entre les conclusions des jeunes socialistes, d'une part, et les conclusions des jeunes libéraux »*.

Hausse des tarifs d'électricité

Samedi, les militants libéraux ont donné leur aval à une hausse substantielle des tarifs d'électricité. Ils ont recommandé au gouvernement Charest *« d'ajuster progressivement les tarifs d'électricité afin qu'ils reflètent les coûts marginaux de production »*.

Exiger que les tarifs de Hydro-Québec traduisent les coûts des nouvelles centrales, comme le projet de La Romaine qui a reçu le feu vert de Québec, ou encore l'énergie éolienne, signifierait de multiplier par deux la note d'électricité assumée par les ménages québécois, selon un expert consulté par *Le Devoir*.

Dans leurs délibérations, ils ont fait valoir que les Québécois seraient ainsi encouragés à diminuer leur consommation d'électricité grâce à des mesures d'économie d'énergie. Leur proposition prévoit le développement d'un grand projet d'efficacité énergétique qui ferait appel à des compteurs électroniques. Les tarifs varieraient *« selon le moment de la journée et l'intensité de la demande »*, précise la proposition.

Même les plus démunis écoépargneraient. Les militants ont rejeté une proposition qui aurait haussé le seuil de consommation d'électricité à bas tarif, ce qui aurait limité les hausses imposées aux ménages à revenu modeste qui sont locataires.

À Montréal, le chef du Parti québécois, Pauline Marois, a accusé le chef libéral de renier, en laissant planer des hausses généralisées des tarifs dans les services publics, ce qu'il avait répété en campagne électorale.

Manque de courage

Pauline Marois clame qu'encore une fois, Jean Charest *« a dit une chose et a fait son contraire »*. Elle a soutenu que Jean Charest a *« rebattu les oreilles »* de tous les électeurs sur le fait que son gouvernement n'augmenterait pas les taxes et les tarifs.

De plus, le leader péquiste estime que le premier ministre manque de courage, en demandant aux militants libéraux d'*« aller au front »* et de proposer eux-mêmes les mesures qui devraient être adoptées par le gouvernement pour réduire le déficit. Pauline Marois se demande pourquoi le premier ministre n'a pas révélé sa stratégie pour atteindre l'équilibre budgétaire durant l'étude du projet de loi 40 sur les finances publiques et le déficit. Selon elle, en agissant de la sorte, il a fait preuve de mépris envers les membres de l'Assemblée nationale.

Le Devoir
Avec La Presse canadienne

UNIVERS

SUITE DE LA PAGE 1

normale formée d'atomes, dont une infime portion (0,3 % de l'univers) est lumineuse. Une matière sombre formée de particules non atomiques, comme les neutrinos, compose 24 % de l'univers. Et les 73 % résiduels sont de l'énergie à l'état pur, que l'on a appelée énergie noire.

La vraie nature de cette énergie noire demeure un grand mystère pour les astrophysiciens qui ont imaginé divers modèles pour en expliquer la nature. *« Le destin futur de l'univers, du coup, reste totalement inconnu parce que, selon la nature de cette énergie noire, ça peut complètement changer »,* lance le scientifique. Une possibilité théorique est que cette énergie soit constante dans le temps, comme l'est l'énergie du vide cosmique quantique. Ce qui veut dire qu'elle domine la matière et la dominera toujours de plus en plus. Ainsi, l'expansion de l'univers continuera toujours de s'accélérer jusqu'au grand déchirement (le *« big rip »*). *« Dans ce scénario, l'univers futur, dans des milliards d'années, se dilatera tellement vite sur toutes les échelles que l'espace sera déchiqueté et qu'aucune structure matérielle ne pourra résister. [...] La terre éclatera et même les atomes eux-mêmes finiront par ne plus tenir ensemble »,* explique M. Luminet.

D'autres physiciens travaillent sur des modèles où l'énergie noire varie au cours du temps, *« ce qui est toutefois peu probable »*. Si l'énergie noire augmente, l'expansion s'accélérera. Si elle diminue suffisamment dans le futur, la matière pourra de nouveau l'emporter et l'accélération s'inversera. *« Finalement, on en sait moins que ce qu'on croyait savoir il y a quelques années sur le destin de l'univers à cause de ce nou-*

vel ingrédient fascinant qu'est l'énergie sombre », concède l'astrophysicien.

L'univers en gravitation quantique

Les voies que les physiciens explorent pour unifier les deux théories phares de la physique (la relativité générale d'Einstein et la mécanique quantique) en une *« théorie du tout »* qui décrirait l'univers dans toutes ses dimensions (voir *Le Devoir* du 14 avril 2007) permettent aussi de résoudre *« des points noirs des théories précédentes »*. Car pour le physicien, l'idée que dans un trou noir, la matière s'engouffre et s'écrase *« indéfiniment »* en un point est inadmissible. Tout aussi inacceptable est celle de croire que le big bang puisse être un point *« infiniment »* petit.

La théorie des cordes est une avenue qui a beaucoup été étudiée, mais elle ne fonctionne pas dans l'espace ordinaire tridimensionnel. Elle prévoit des univers à dix dimensions, par exemple. *« Et il existe tellement d'options, de solutions possibles, qu'il n'y a pas une théorie des cordes, il y en a 10 puissance 500 »,* souligne le scientifique qui s'intéresse plutôt à une autre approche: la gravitation quantique qui décrit un univers composé de grains d'espace et de grains de temps inséparables.

En gravitation quantique, on parle plutôt d'*« un espace granulaire qui évoluerait au cours du temps par petits sauts discrets jusqu'il y aurait des intervalles de temps minimum »*. L'*« atome »* d'espace mesurerait typiquement 10 puissance -33 cm, l'*« atome »* de temps 10 puissance -33 seconde. Sur le papier, les physiciens qui travaillent sur cette théorie ont réussi à supprimer ces points d'infini imaginés dans le big bang et les trous noirs. *« La configuration initiale de l'univers ne serait pas un point infini, mais une espèce de petite boîte quantique, sorte d'atome d'espace et d'atome de temps, qui permet, du coup, d'envisager un avant le big bang, explique le théoricien. Imaginons par exemple l'univers d'avant notre*

big bang à nous qui aurait vraisemblablement traversé une phase de contraction générale, une sorte de big crunch. Mais au lieu de disparaître dans un point, cet univers en contraction aurait rebondi sur l'ultime atome d'espace et serait ensuite entré en expansion, et nous appelons cela notre big bang à nous. On a ainsi la possibilité de l'univers éternel qui ne naît pas dans des big bang et ne disparaît pas. Mais tant que nous n'avons pas résolu la question de l'énergie sombre, nous ne savons pas s'il y aura à nouveau un big crunch, ou un rebond, ou une expansion perpétuelle », réitère M. Luminet.

Une autre possibilité qui pourrait remplacer le rebond est le *« trou de ver »* (worm hole). *« Le fond d'un trou noir, au lieu d'être une sorte de nœud de l'espace, pourrait être une espèce de tunnel de l'espace-temps qui connecterait le trou noir à une autre région de l'univers, voire à d'autres univers s'il en existe, comme certaines théories le proposent »,* explique le chercheur qui affirme que les trous de ver sont une vraie réalité mathématique, mais que l'on ne sait pas s'ils existent vraiment dans l'univers.

La forme de l'univers

La plupart des gens croient que l'univers est infini. Rien n'est moins vrai, tranche Jean-Pierre Luminet qui a élaboré un modèle d'univers fini. Le scientifique a trouvé une première confirmation à son modèle en 2003 lorsque le satellite Wmap qui cartographiait le rayonnement fossile — soit la première lumière émise par l'univers naissant, 400 000 ans après le big bang — a livré sa première carte. Cette carte extrêmement précise montrait la façon dont avait vibré — à la manière d'un instrument de musique — l'univers primordial sous l'effet du big bang. *« On s'est aperçu qu'à partir d'une certaine taille, l'univers ne vibrait plus comme on s'y serait attendu s'il avait été infini. Si l'espace est infini, si vous le faites vibrer comme un tambour infini, vous trouverez toutes les longueurs d'onde pos-*

sibles et imaginables. Or, on voyait plutôt l'équivalent d'une coupure dans les graves. À partir d'une certaine longueur, l'univers ne vibre plus », explique le chercheur qui voit dans cette observation une évidence que l'instrument de musique *« univers »* est de taille finie, et donc, qu'il ne peut vibrer sur une longueur d'onde plus grande que sa taille.

En intégrant ces nouvelles informations, le chercheur a proposé un modèle d'espace fini, sans bord, et chiffonné, qui s'appelle l'espace dodécaédrique de Poincaré et qui peut se décrire géométriquement comme une sorte de dodécaèdre avec des faces pentagonales. *« Dès que vous atteignez une face, vous entrez du côté opposé, comme dans un jeu vidéo traditionnel. Et quand vous calculez les vibrations de cet espace, vous retrouvez exactement ce qui a été observé dans le rayonnement fossile »,* indique le scientifique qui a publié son modèle dans la revue *Nature* en 2003.

« Les cosmologistes n'étaient pas trop prêts à ces idées un peu nouvelles, car, dans ce modèle, non seulement l'univers est fini sans bord, mais il est un peu plus petit que l'univers que nous observons. À partir d'une certaine distance, les objets que l'on voit seraient en fait des images fantômes d'objets plus proches », ce qui donnerait l'illusion que l'univers est plus grand qu'il ne l'est vraiment.

Depuis cinq ans, plusieurs équipes dans le monde cherchent en vain dans le rayonnement fossile ces signatures qui confirmeraient le modèle Luminet. Dans les prochaines années, le télescope Planck devrait quant à lui permettre de trancher la question une fois pour toutes.

Le Devoir

■ Conférences: aujourd'hui au Musée de la civilisation de Québec et demain aux Belles Soirées à l'Université de Montréal.

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390